



Investir dans les populations rurales

Côte d'Ivoire

Support to Agricultural Production and Marketing Project-Western Expansion

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de mission: 07- 18 octobre 2019

Date du document 04/02/2020

Identifiant du projet 1100001590

Numéro du rapport: 5268-CI

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Sigles et acronymes

AC	Agent comptable
AFD	Agence Française de Développement
AFOR	Agence du Foncier Rural
AGEROUTE	Agence de Gestion des Routes
AGR	Activités Génératrices de Revenus
ANO	Avis de Non Objection
ASAP	Adaptation for Smallholder Agriculture Programme
AT	Assistant Technique
BNETD	Bureau National d'Etudes Techniques pour le Développement
BNI	Banque Nationale d'Investissements
CAFM	Chargé de l'Administration, des Finances et des Marchés (dans les antennes)
CEDAICI	Caisse d'Epargne pour le Développement Agricole et Industriel de la Côte d'Ivoire
CGR	Crédit Groupement Rural
CLEAR	Centers for Learning on Evaluation and Results
CMR	Cadre de Mesures de Rendements
CNRA	Centre National de Recherche Agronomique
COJO	Comité d'évaluation des Offres (évaluation des appels d'offre)
COOPEC	Coopérative d'Epargne et de Crédit
Coordo	Coordonnatrice
COP	Comité d'Orientation et de Pilotage
COPA	Chargé des OPA (dans les antennes)
COPA-CA	Chargé des OPA- Chef d'Antenne
CPA	Chargé de la Production Agricole (dans les antennes)
CRC	Cadres Régionaux de Concertation
CSE	Chargé du Suivi-Evaluation (dans les antennes)
CTC	Chargé de la Transformation et de la Commercialisation (dans les antennes)
DAENF	Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle
DANO	Demande d'Avis de Non Objection
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DAT	Dotation à Terme
DDA	Directions Départementales de l'Agriculture
DEP	Direction de l'Evaluation des Projet
DGPSP	Direction Générale de la Planification, des Statistiques et des Projets
DID	Développement international Desjardins
DNMP	Direction Nationale des Marchés Publics
DPD	Demande de Paiement Direct
DR/ DRA	Directions régionales / Directions régionales de l'Agriculture
DREF	Direction Régionale des Eaux et Forêts
DREF	Direction Régionale des Eaux et Forêts
DRF	Demandes de Remboursement de Fonds

DRMP	Direction Régionale des Marchés Publics
DVR	Digital Video Recorder
ECD	Etats Certifiés de Dépenses
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
GDTE	Gestion Durable des Terres et des Eaux
ICRISAT	International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics (Institut International de Recherches sur les Cultures des Zones Tropicales Semi-Arides)
IF	Institution Financière
MCLAU	Ministère de la construction, du logement, de l'assainissement et de l'urbanisme
MCR	Micro Crédit Rural
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINEF	Ministère des Eaux et Forêts
MINSEDD	Ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable
MP	Micro-projet
MPR	Mécanisme de Partage des Risques
OCPV	Office de Commercialisation des Produits Vivriers
OFID	OPEC Fund for International Development
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
ONDR	Office National de Développement de la Riziculture
OP / OPA	Organisation des Producteurs / Organisation des Producteurs Agricoles
ORMS	Operational Results Management System
PND	Plan National de Développement
PNIA2	Programme National d'Investissement Agricole
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRFM	Projet de Reboisement des Flancs des Montagnes
PROPACOM-Ouest	Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation extension Ouest
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
PV	Procès-verbal (Procès-verbaux)
RAF	Responsable Administratif et Financier
RIR	Responsable des Infrastructures Rurales
RMEC	Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit
RMP	Revue à Mi-Parcours
RPM	Responsable Passation des Marchés
RSE	Responsable Suivi-Evaluation
SFR	Spécialiste en Finances Rurales
SIG	Système d'Information Géographique
SIM	Système d'information de marchés
SODEXAM	Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique
SSE	Système de Suivi-Evaluation
SYGRI /RIMS	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact /Results and Impact Measurement System

TDR	Termes de référence
TPE	Terminal de paiement électronique
TRE	Taux de Retour
UCP	Unité de Coordination du Projet
UNA	Université Nangui Abrogoua
UNACOOPEC- CI	Union Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire
USD	Dollars des Etats Unis
WAAPP	West African Agricultural Productivity Programme

A. Aperçu du projet

Région:	Afrique de l'Ouest et du Centre	Niveau de risque du projet:	Pas à risque
Pays:	Côte d'Ivoire	Catégorie environnementale et sociale:	B
Nom du projet:	Support to Agricultural Production and Marketing Project-Western Expansion	Classification du risque climatique (PESEC):	2
N° du projet:	1100001590	Institution chargée de l'exécution:	Ministry of Agriculture
Type de projet:	Développement Agricole	Institution chargée de la mise en oeuvre:	Pas encore disponible
Chargé de Programme Pays:	Abdoul Barry		
Coordonnateur du projet:	Pas encore disponible		
Zone du projet:			

Date d'approbation:	17/09/2014	Date de réception du dernier rapport d'audit:	07/05/2019
Date de signature:	21/11/2014	Date de la dernière mission de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	18/10/2019
Date d'entrée en vigueur:	21/11/2014		
Date d'éligibilité aux décaissements:	03/11/2015	Nombre de missions de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	8
Date du premier décaissement:	11/11/2015	Nombre de prolongations:	0
Date de la revue à mi-parcours:	14/05/2018	Délai d'entrée en vigueur:	2 mois
Date d'achèvement prévue:	31/12/2020		
Date d'achèvement actuelle:	31/12/2020		
Clôture financière:	Pas encore disponible		

Financement total du projet

Répartition du financement FIDA	Debt Sustainability Framework	\$17,441,038
	IFAD	\$17,441,038
	ASAP Trust Fund	\$6,994,750
Répartition du financement national	National Government	\$5,332,247
	Beneficiaries	\$2,488,220
Répartition du cofinancement	OPEC Fund for International Development	\$10,001,764
Financement total du projet:		\$59,699,057

Mission en cours

Dates de mission:	07- 18 octobre 2019
Jours sur le terrain:	8 jours

Composition de la mission: Monsieur Abdoul Wahab Barry, Directeur Pays, Chef de mission
Sarassoro Odile, Chargée de programme Côte d'Ivoire
Madame Savarese Claudia, Chargée de programme
Monsieur Amza Tahirou, Expert Organisation Professionnelle Agricole (OPA) et production agricole
Monsieur Abdoulaye Dicko, Expert en génie rural
Monsieur Davy Serge Azakpame, Spécialiste, Environnement et Climat
Monsieur Mamadou Diouldé Sow, Spécialiste en passation des marchés

Irie Bi djo Conseiller Technique DEP MINADER
Traore Abdoulaye Sous Directeur DEP MINADER
Boua Becoin Lazare DEP MINADER
OuattaraG. Fabrice Point Focal PIP Ministère du Plan
Zopoh Gregoire Chef Service MEF/DGTCP/DDPD

Lieux visités: Man, Biele, Gbatongouin, Gouekolo, TamafourouBobi, eguela, Mankono, Dianra, Bemakaha

B. Évaluation d'ensemble

Indicateur clé #1	Ø	Note	Indicateur clé #2	Ø	Note
Probabilité d'atteindre l'objectif de développement		4	Évaluation de la performance globale de l'exécution		4

Efficacité en matière de développement	4	Gestion du projet	4
Efficacité	4	Qualité de la gestion du projet	4
Ciblage et portée	4	Gestion des savoirs	4
Égalité des sexes et participation des femmes	4	Utilisation optimale des ressources	3
Productivité agricole	4	Cohérence entre le PTBA et les activités menées	4
Nutrition	N/A	Performance du système de suivi-évaluation	4
Adaptation aux changements climatiques	4	Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)	

Durabilité et transposition à plus grande échelle	4	Gestion et exécution financière	4
Institutions et participation à l'élaboration des politiques	4	Taux de décaissement acceptable	2
Établissement de partenariats	4	Qualité de la gestion financière	4
Capital humain et social et autonomisation	4	Qualité et ponctualité des audits	4
Qualité de la participation des bénéficiaires	5	Fonds de contrepartie	5
Adaptabilité des prestataires de services	4	Conformité avec les clauses des prêts	3
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	4	Passation des marchés	4
Stratégie de retrait	4		
Potentiel de reproduction à plus grande échelle	4		

Pertinence	4
-------------------	----------

C. Objectifs de la mission et principales conclusions

Contexte et objectif principal de la mission

Une mission conjointe du Gouvernement de Côte d'Ivoire et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a eu lieu du 7 au 18 octobre 2019, pour réaliser la supervision du Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation extension Ouest (PROPACOM-Ouest).

L'objectif général de la mission était d'apprécier les progrès réalisés par le projet depuis la dernière mission de revue à mi-parcours effectuée en mai 2018 et surtout de s'assurer que sa restructuration est mise en œuvre de manière satisfaisante. Il s'agissait notamment de : (i) faire l'état des lieux de la mise en œuvre du projet à partir de la RMP en prenant en compte la restructuration du projet intervenue en mai 2019 ; (ii) examiner la performance globale du projet et mesurer les effets sur les groupes cibles ; (iii) évaluer la probabilité d'atteinte de l'objectif de développement à la fin du projet.

De manière spécifique, la mission de supervision était chargée d'apprécier : (i) l'état d'avancement du PTBA 2019 en faisant ressortir la cohérence de ses activités et la probabilité d'atteindre les résultats escomptés tant sur le plan physique que financier ; (ii) la qualité de la gestion administrative et comptable du projet en faisant ressortir son efficience en accordant une attention particulière sur les frais de fonctionnement, les frais de mission et la gestion du carburant ; (iii) les procédures d'acquisition des biens et services ; (iv) le degré de prise en compte de l'intégration du genre et des jeunes dans les interventions du PROPACOM-OUEST en mettant l'accent sur les leçons apprises et l'identification des bonnes pratiques qui méritent d'être mises à l'échelle ; (v) les mesures entreprises par le projet pour développer le capital humain et l'autonomisation des bénéficiaires et les effets de ces mesures ; (vi) le PTBA 2019 et de faire des recommandations d'amélioration ; (vii) le niveau d'actualisation des indicateurs du cadre de mesure de rendement et du cadre logique inscrits dans les indicateurs ORMS/SMRO (Operational Results Management System/ Système de Management des Résultats Opérationnels) (viii) les difficultés et les contraintes rencontrées par l'équipe du projet dans sa mise en œuvre en vue de proposer des solutions appropriées.

Sur la base des objectifs ci-dessus, l'équipe de la mission de supervision du PROPACOM-Ouest a tenu plusieurs séances de travail avec l'UCP, visité plusieurs sites aménagés par le projet à Man (Loupleu, Gouekolo), Séguéla (Bobi) et Mankono (Dienedian, Tamafourou et Bemakaha), s'est entretenue avec les Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) bénéficiaires, les prestataires de services et les parties prenantes du Projet pour passer en revue : (i) le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière supervision ; (ii) l'état d'avancement du PROPACOM-Ouest ; (iii) la qualité de la gestion du Projet ; (iv) le niveau d'appropriation et d'adoption des interventions et des appuis par les OPA bénéficiaires ainsi que la probabilité de leur durabilité à l'achèvement du projet ; (v) l'amélioration de la maturité des OPA et l'automatisation des groupes cibles ; (vi) les difficultés et les contraintes rencontrées, ainsi que les mesures prises pour y remédier.

Au terme de la mission, il a été organisé le 18/10/2019, sous la présidence du Directeur Général de la Planification, des Statistiques et des Projets (DGSPS) du MINADER, une réunion de restitution des différentes conclusions et recommandations de la mission. A cette réunion, ont été conviés des représentants du Ministère de l'Economie et des Finances, du Ministère du Plan et du Développement, du Ministère en charge du Budget, ainsi que le BNETD, la SODEXAM.

La mission exprime ses sincères remerciements aux Autorités Ivoiriennes et aux populations locales pour l'accueil et le soutien dont elle a fait l'objet. Elle tient particulièrement à remercier l'équipe du Projet et les parties prenantes à l'exécution pour leur appui logistique et leur disponibilité ainsi que la qualité des échanges.

Principaux accords de mission et conclusions

Le PROPACOM Ouest est classé projet à problème depuis la fin de l'année 2016. Lors de la Revue à mi-parcours en mai 2018 la performance du projet ayant été jugée insatisfaisante au regard des faibles taux de décaissement sur le Prêt/ le Don FIDA (24%) et le Don ASAP (26%), le Gouvernement Ivoirien et le FIDA ont décidé de le restructurer. La restructuration effective dès juin 2019, a consisté principalement à redimensionner le projet en réduisant les cibles, simplifiant les approches de mise en œuvre, et en mettant l'accent sur les activités structurantes et de renforcement des capacités des OPA. Le budget initial du projet d'un montant de 24 848 646 374 FCFA (déduction faite du prêt OFID qui n'a pas été mobilisé) a été conséquemment réduit de 45%, soit 11 300 000 000 FCFA.

Quatre mois après la restructuration du PROPACOM Ouest, des progrès perceptibles ont été enregistrés. Le taux d'exécution physique et financier du projet au 30/09/2019 sont respectivement de 60,45% et 58,62% et ces taux d'exécution pourraient atteindre à ce rythme plus de 70% au 31/12/2019. Toutefois, ces progrès pourraient être contrariés par les retards dans la programmation des principales infrastructures (aménagements, pistes, magasins de stockage, digue de Bobi etc.), qui sont encore au stade des études et de la contractualisation avec les prestataires de services et de l'exécution. A 14 mois de l'achèvement du projet, le véritable challenge est de terminer tous les travaux d'aménagement et de construction. Il faudra donc accélérer la mise en œuvre du volet infrastructures rurales et renforcer le suivi de la mise en œuvre du projet.

Sur cette base, il est recommandé de :

(I) Prendre des mesures spéciales en matière de passation des marchés en vue d'accélérer les processus de recrutement des prestataires de services (Etudes, Entreprises, etc.) pour la réalisation des 29 infrastructures marchandes, 30 km de pistes rurales et 12 ha de sites maraichers. Concernant la réalisation du barrage et des aménagements connexes de Bobi, le BNETD sélectionnera des Entreprises de travaux sur la base d'un appel d'offres ouvert;

(II) Renforcer l'accompagnement des OPA dans la mise en œuvre des activités économiques, de professionnalisation et d'autonomisation;

(III) Finaliser et opérationnaliser la stratégie de sortie du projet. Cette stratégie de désengagement progressif du projet doit s'articuler autour de la poursuite des activités de: (i) bancarisation et accès au crédit; ii) structuration et formation des OPA (gestion des intrants, appuis institutionnels et économiques, commercialisation); et (iii) gestion durable des équipements et infrastructures marchandes;

(IV) Renforcer son partenariat avec les autres initiatives des structures pérennes (services techniques de l'Etat et partenaires au développement) dans le domaine des filières agricoles afin d'arrimer les acquis du projet aux objectifs de ces structures et faciliter le désengagement du projet à leur profit;

(V) Renforcer le suivi des activités et des réalisations sur le terrain à travers des supervisions et des réunions régulières avec les prestataires de services.

D. Vue d'ensemble et avancement du projet

Le PROPACOM OUEST, suite à sa restructuration, a enregistré des progrès appréciables. Le projet a touché au total 6 024 ménages, soit 83 % de la cible restructurée (7249 ménages). Les taux physique et financier d'exécution sont respectivement de 60,45% et de 58,62%. Les taux de décaissement des fonds FIDA et ASAP sont respectivement de 61,64% et 66,67. Ceux du PTBA 2019 au 30/09/2019 sont respectivement de 43% et 42%.

Progrès enregistrés

Appui à la structuration des OPA. 158 OPA sont ciblées par la restructuration dont 11 dans le cadre de la mise en œuvre du volet ASAP pour lesquelles le recrutement des prestataires est en cours. 25% des 147 OPA devraient passer du niveau de maturité 1 à 2 afin de démontrer un minimum de connaissances et d'aptitudes sur la gestion économique, la gouvernance et la mobilisation interne des ressources. Les résultats préliminaires de l'évaluation du niveau de maturité des 147 OPA effectuée par les prestataires donnent la tendance suivante: à MAN, sur 79 OPA, 29% restent au niveau 1, 65% passent au niveau 2 et 6% passent au niveau 3. A SEQUELA sur les 42 OPA accompagnées par l'ANADER, 20 OPA restent au niveau 1 et 22 passent au niveau 2 de maturité, soit 52%. Ces tendances seront corroborées par l'évaluation prévue en fin octobre par l'UCP. Toutefois, l'ingénierie sociale et l'appui conseil autour des aménagements et infrastructures marchandes restantes doivent être renforcés pour garantir leur appropriation.

La capacité des OPA à rendre des services à leurs membres est en construction avec l'appui du PROPACOM Ouest. Cette construction se fait à travers un modèle économique d'une production agricole orientée vers le marché avec un statut de société coopérative capitalisée par les membres. La professionnalisation est entamée avec une vision de labellisation et de contractualisation pour augmenter les parts de marché. La sensibilisation des OPA doit se renforcer en ce qui concerne le respect des normes de qualité en amont et en aval de la chaîne. Le personnel de gestion des OPA est composé des membres des comités de gestion et seulement 2% des OPA à Man disposent de personnel comptable. Ces OPA doivent être mis en relation avec les CGA (centre de gestion agréé) pour le suivi de leur comptabilité.

Appui à la production agricole. Les quantités de semences prévues par la restructuration ont été mises en place à 100% notamment 64,32 tonnes pour le maïs, 67,6 tonnes pour le riz pluvial, 10 710 025 boutures de manioc. Le taux de mise en place des engrais NPK, urée et les herbicides est supérieur à 91%. Les formulations d'engrais selon les besoins de chaque culture, ont été expliquées aux producteurs notamment le 10-22-22 pour le maïs, 12-24-18 ou 10-22-22 pour le riz et le manioc 15-15-15. Cependant, les OPA ne s'approprient pas encore les données sur la production, la commercialisation et la reconstitution des fonds intrant. Le suivi des prestataires par le projet a été faible.

La qualité des intrants a été appréciée par les producteurs qui attribuent l'amélioration des performances obtenues au paquet technologique (formations, intrants). La qualité des semences livrées donne l'opportunité aux OPA de faire 4 cycles de production. Les taux de germination sont bons avec 100% sur le manioc, plus de 80% sur le riz WAB 638.1. Cependant, un problème de dormance est observé au niveau NERICA 4. Les 3 sites maraichers livrés sont à leur 1ère campagne de production et 2 de ces sites ont été aménagés au système GAG avec énergie solaire. Au regard des risques de vol, il est impératif de sécuriser l'aménagement. La production de contre saison est très rentable avec des prix intéressants (200 F CFA/Kg pour le gombo contre 25 F CFA/Kg en saison des pluies).

La maîtrise des techniques agricoles s'est améliorée, mais les rendements n'ont pas atteint les prévisions escomptées.

Les contraintes sont notamment les sécheresses, les inondations, les retards de livraison des intrants et parfois des mauvaises pratiques agricoles (semis à la volée).

Aménagement hydro agricole et Infrastructures rurales. Les réalisations en cours concernent 7 sites d'aménagements hydro agricoles totalisant 138 ha (soit 54% de la cible de restructuration) au profit de 8 OPA composées de 1536 membres dont 67,5 % de femmes. Les engagements en termes d'aménagement hydro agricoles se chiffrent à 138 ha représentant, 54% de la cible de la restructuration. Il s'agit de 6 ha (3 sites) de périmètres maraichers terminés et en exploitation et de 4 bas-fonds rizicoles (132 ha) en chantier. Sur ces 4 sites, 2 sites à Séguéla sont en dépassement de délai contractuel depuis octobre 2019, tandis que pour ceux de Man, 1 site (Loupleu) est en fin de délai et le second (Sema) a son délai consommé à 63%. Les sites de Sema (71 ha) et de Lohou (15 ha) avec respectivement des taux d'exécution de 15% et 18%, constituent les chantiers les plus critiques.

Les travaux d'aménagement des 12 ha de sites maraichers, du barrage de Bobi et ses aménagements connexes (périmètre aval de 105 ha, étangs piscicoles et piste d'accès), ont fait l'objet d'un appel d'offres qui vient d'être lancé. Cependant la mission a relevé que le DAO des travaux du barrage et infrastructures connexes n'est pas basé sur une étude APD mais plutôt sur une étude sommaire (ne comportant pas d'investigations géotechniques) contrairement aux dispositions de l'Avenant n°2 et aux règles de l'art, la mission recommande que des dispositions urgentes soient prises par le BNETD pour engager les études géotechniques, finaliser l'étude EIES et réaliser la conception détaillée du barrage et autres infrastructures dans les meilleurs délais.

Pour faciliter un démarrage rapide des travaux du barrage, une procédure simplifiée sera étudiée en rapport avec la DMP pour réaliser au préalable les 7 km de pistes d'accès au site (Voir Plan d'action en annexe pour le détail). S'agissant des 30 km de pistes rurales (sans les 11 km de Bobi), le processus du recrutement des prestataires pour la maîtrise d'œuvre (études & contrôle) est en cours, tandis que pour les infrastructures marchandes (abris, magasins de stockage. etc.) le DAO est transmis au FIDA pour ANO.

Adaptation au changement climatique. 750 pluviomètres ont été acquis, 220 pluviomètres ont été installés et 535 petits exploitants bénéficiaires du projet ont été formés à leur utilisation. Douze (12) stations climatiques et agro-météorologiques ont été commandées à Plutonipar l'UNOPS. En ce qui concerne la diffusion d'informations de conseils agro météorologiques, 108 messages ont été régulièrement diffusés à travers les radios locales en langue locale et en français.

Deux (02) projets d'agroforesterie ont été mis en œuvre à travers la signature d'une convention avec le ministère des eaux et forêts : « Projet Flancs des montagnes » dans la région du Tonkpi et « Projet Muraille verte » dans la région du Worodougou. Au total, 229,65 ha ont été reboisés. Il faut noter qu'après la restructuration du projet, il a été décidé de mettre fin à la mise en œuvre de ces 2 projets. Afin de motiver les populations qui ont mis à disposition leurs terres pour le reboisement, le projet a apporté un appui à la mise en œuvre de 560 ha de maïs dont 400 ha à Man. Ces productions sont en cours.

Une convention a été signée avec l'Université Nangui Abrogoua (UNA) pour mener des études sur la fertilité des sols, l'expérimentation de fertilisants organiques et l'étude socio-économique de la rentabilité de ces fertilisants sur le manioc et le maraichage. Ces études sont finalisées et disponibles. L'atelier de restitution de ces études est prévu en fin novembre 2019.

De même, la mission a noté une insuffisance dans l'accompagnement des petits exploitants formés à l'utilisation des pluviomètres, et dans le suivi et le traitement des informations collectées par ces exploitants.

Accès à la finance rurale. Le volet finance rurale a continué d'être implémenté à travers le partenariat avec l'UNACOOPEC. Sur une cible de 114 OPA, un total de 106 OPA ont reçu les fonds de dotation pour acquisition d'intrants entre 2017 et 2018, et 3 OPA les ont reçus en 2019. Ils restent encore 5 OPA qui devront recevoir les intrants pour la campagne 2020. Le niveau de reconstitution de ces fonds à l'UNACOOPEC est faible ainsi que le niveau de suivi de ces informations par le projet.

Concernant les crédits pour l'achat des équipements, depuis la revue à mi-parcours, 19 crédits ont été accordés aux OPA. 27 de ces OPA ont déjà mobilisé leur contribution de 10% et sont en train de finaliser avec l'assistance de l'UCP, le dépôt de leurs dossiers de demande de crédit pour l'acquisition des équipements sollicités. Conformément à la restructuration du projet, tous les équipements ayant fait l'objet de crédit seront nantis.

L'épargne et l'accès au crédit individuel s'est amélioré. Ainsi 507 personnes ont ouvert un compte d'épargne et 352 ont bénéficié de crédit individuel. Ces crédits ont été utilisés pour payer la main d'œuvre ou financer le petit commerce. Ces crédits ont été remboursés mais parfois avec des retards, d'où la nécessité d'effectuer la formation en éducation financière. En Août 2019, 10 agents formateurs de l'UNACOOPEC ont été formés sur les modules d'éducation financière pour pouvoir organiser les séances avec les bénéficiaires.

Utilisation et gestion des équipements. Les équipements de transformation concernent principalement les filières manioc et maïs et comprennent des égreneuses, broyeuses de maïs, unités de transformation d'attiéké, décortiqueuses etc. La qualité des équipements a été appréciée par les bénéficiaires qui ont été formés à leur utilisation et gestion. Un potentiel de création d'emplois et de richesses pour les jeunes et les femmes se met en place autour de ces

équipements, ce qui renforce la cohésion sociale des OPA et des communautés. La valorisation des équipements n'est pas encore optimale au regard de la faible expérience des bénéficiaires. Il est nécessaire de renforcer davantage les capacités des comités de gestion des équipements à leur utilisation et gestion. Des maintenanciers locaux doivent être identifiés et mis en contact avec les OPA bénéficiaires.

Des revenus substantiels sont générés et aident au remboursement des crédits contractés auprès des COOPEC. Le tracteur acquit au niveau de l'OPA de BOBI est loué à 60 000 F CFA/ha aux membres contre 75 000 FCFA aux non membres. La batteuse vanneuse apporte 1 sac de riz pour 10 sacs traités. Le tricycle apporte 25 000 FCFA/mois pour l'OPA WONTOMINGNAN de Man. La broyeuse de manioc apporte de 15 à 20 000 FCFA/mois à l'OPA Famille Koné de Man.

Transformation des produits. La restructuration du projet a pris l'option de simplifier les approches de mise en œuvre, mais surtout d'identifier et de mettre en œuvre des activités innovantes à forte valeur ajoutée et impact sur les populations. Ainsi, il a été convenu lors de la restructuration de subventionner l'acquisition d'équipement de transformation au profit d'autres OPA qui font preuve d'une certaine maturité et de professionnalisme (UCVOM, ONG PROMO FEMMES 2000, FEMMES DE BIELE) et d'un acteur du secteur privé SANGAMI. Ces subventions sont destinées au financement d'unités de transformation à impact visible avec un effet économique d'entraînement sur les organisations de producteurs de la zone d'intervention du projet.

La transformation des produits est encore timide car contrariée par les retards accusés pour mettre à disposition les abris et magasins de stockage. Elle concerne généralement la pâte de manioc et l'Attiéké (semoule de manioc). Lors des visites de terrain la mission a constaté sans aucun doute l'utilité de ces équipements non seulement en termes de réduction de la pénibilité du travail mais aussi d'augmentation de la production agricole. Toutefois, des insuffisances ont été relevées au niveau de l'utilisation et la gestion des équipements, mais aussi en ce qui concerne les Bonnes Pratiques d'Hygiène (BPH) pour garantir la sécurité sanitaire des aliments.

Commercialisation des produits agricole. L'étude des modèles de mise en marché est réalisée et validée, les acteurs en aval des filières ont été identifiés et les comités de commercialisation ont été constitués (147 comités) et leurs membres formés. Le contrat avec RONGEAD pour l'accès au SIM a été signé et les membres de 37 OPA (74 membres) ont été formés à son utilisation. Toutefois, la capacité de commercialisation des OPA reste faible. Lors de la restructuration, il a été décidé pour favoriser l'accès au marché, de bâtir des modèles structurants autour des unités de transformation de manioc. Dans la dynamique de la professionnalisation de cette filière, le projet a fait appel à « Team-Créatif » pour la création d'une marque et d'un emballage pour l'attiéké du terroir de l'Ouest du pays. Ces outils de marketing devraient faciliter l'accès à un réseau plus étendu de distributeurs et créer des relations commerciales durables au profit des producteurs.

Modèles structurants promus par le projet. le PROPACOM Ouest a favorisé l'émergence de dynamiques organisationnelles paysannes orientées vers le marché et la création de valeur ajoutée. En ce sens, l'accompagnement de UCVOM et de SANGAMI, est un progrès significatif de mise à l'échelle et de création de relations d'affaires entre producteurs, transformateurs et commerçants.

- L'UCVOM regroupe 4 coopératives de producteurs dont 2 ont bénéficié de l'appui du projet pour 10 ha de boutures de manioc. Pour la campagne 2018, les membres de l'union ont mis en valeur 125 ha de manioc et 166 ha de riz de bas-fonds pour une production estimée à 332 tonnes. L'union totalise 500 producteurs dont 80% de femmes et s'occupe des volets transformation et commercialisation. Elle réalise actuellement sur le manioc un chiffre d'affaires de 9 600 000 FCFA par mois (600 sacs de pâte de manioc), soit 115 200 000 FCFA par an. Elle développe aussi son marché avec le Burkina Faso et la Guinée, avec des nouvelles prospections sur le Mali et le Niger. Son contrat avec une union de coopératives du Burkina Faso rapportera un chiffre d'affaires annuel de 518 400 000 FCFA. Un chantier de labellisation est en cours avec l'appui du PROPACOM Ouest

- SANGAMI agro-industrie est une société privée assez bien structurée avec 5 personnels permanents et 15 contractuels. Elle présente une capacité actuelle de transformation de 48 tonnes par mois, soit environ 600 tonnes de manioc brute par an. Le prix d'achat bord champ varie entre 25 et 29 FCFA/KG selon la saison contre 35 à 40 FCFA/KG si l'OPA assure le transport jusqu'à l'unité de transformation. SANGAMI est basée à MAN et s'approvisionne en manioc brute auprès des OPA bénéficiaires du projet et des producteurs individuels. Sa clientèle au-delà de la Côte d'Ivoire va jusqu'en Guinée et Mali. SANGAMI bénéficiera aussi de l'appui du PROPACOM Ouest pour la labellisation de ses produits.

Principaux défis

Passation des marchés : Le défi est de relever le niveau d'exécution du PPM par: (i) la finalisation des dossiers en cours de préparation ; (ii) le traitement des dossiers en processus de passation ; (iii) le raccourcissement des délais de signature et d'approbation des contrats ; (iv) l'exécution du plan d'action des travaux d'aménagement à réaliser par le BNETD; (v) la finalisation du recrutement du consultant en Génie Rural et celui du Coordonnateur (trice) du projet.

Aménagement hydro agricole et Infrastructures rurales : Les défis majeurs sont : (i) la finalisation de l'étude APD du barrage de Bobi et l'actualisation du DAO des travaux ; (ii) l'achèvement des travaux d'aménagement des 4 sites rizicoles au plus tard en Février 2020 ; (iii) la maîtrise des délais de passation des marchés et l'exécution des travaux du barrage

avant décembre 2020 ; (iv) la contractualisation des prestataires dans les délais et l'exécution des études techniques des 30 km de pistes rurales ainsi que leur réalisation avant septembre 2020 ; (v) la réalisation des 12 ha de périmètres maraichers avant mars 2020 et des infrastructures marchandes avant décembre 2020.

Volet ASAP: des stations agro-météorologique. Les défis sont de : (i) l'évaluation dans les plus brefs délais des activités réalisées avant l'arrêt des conventions Flanc des Montagnes et Muraille verte pour pouvoir liquider les paiements dus aux prestataires ; (ii) la livraison et l'installation des 12 stations agro-météorologiques.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Exécution des travaux d'aménagement Améliorer la méthode d'exécution des travaux en adoptant au niveau de chaque site un aménagement progressif par module de l'amont vers l'aval Immédiate et continue	Consultant GR/UCP	10/2019
Mise en demeure des entreprises de travaux Concernant les marchés en retard d'exécution, mettre en demeure les entreprises pour renforcer leurs chantiers en moyens matériels et humains adéquats sur la base de plannings détaillés et objectifs permettant de terminer les travaux au plus tard en Décembre 2019. Immédiate	Coord. /Consultant GR Immédiat	10/2019
Gestion des aménagements Assurer l'encadrement des comités des gestion des aménagements et membres d'OPA pour l'exécution des travaux terminaux à leur charge immédiate et continue	Consultant GR/UCP	10/2019
Contrôle et supervision des travaux Renforcer la méthode d'intervention au niveau du contrôle/supervision des travaux en : * Instaurant des réunions de supervision mensuelle des chantiers regroupant tous les acteurs (entreprises, BNETD, UCP, CGA/OPA) ; * Associant les représentants des CGA aux réunions de chantier et de supervision afin de les responsabiliser et de renforcer leur capacité de maîtrise d'ouvrage	Coord. /Consultant GR	10/2019
Sécurité sanitaire des aliments Former les comités de gestion des équipements et les utilisateurs aux Bonnes Pratiques d'Hygiène (BPH) basées sur les principes de la méthode HACCP	CPA	11/2019
Logiciel de crédit et formation Assurer l'installation du logiciel de gestion de crédits et la formation pour son utilisation	RSE	12/2019

Filière Manioc : Appui à la commercialisation Filière Manioc : Appui à la commercialisation - Accélérer le renforcement des capacités des comités de commercialisation en entrepreneuriat (qui inclut un volet commercialisation) par les opérateurs d'appui et mettre en place dans chaque OPA une stratégie marketing - Organiser un atelier de mise en relation entre les OPA producteur de manioc et les bénéficiaires des équipements de transformation de manioc	CPA	12/2019
Gestion des sites aménagés Déployer l'ingénierie sociale (sensibilisation, animation, implication, responsabilisation), en vue d'une meilleure appropriation des sites aménagés en cours	CPA/UCP	12/2020
Mis en relation des OPA avec l'IMF partenaire Mis en relation des OPA avec l'IMF partenaire Améliorer le dialogue entre les OPA et l'UNACOOPEC afin de connaître le niveau de reconstitution des fonds et les possibilités de financement des demandes courantes et ultérieures des OPA Immédiate et continue	CPA/RSE/CSE	12/2020
Professionnalisation des OPA Mettre les OPA dynamiques en lien avec les centres de gestion agréés (CGA) mis en place par l'Etat pour aider les microentreprises dans l'accompagnement de leur comptabilité	CPA/UCP	12/2020

E. Exécution du projet

a. Efficacité en matière de développement

Efficacité en matière de développement

Efficacité

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

A la suite de sa restructuration, les taux d'atteinte des principaux résultats quantitatifs du PROPACOM OUEST sont globalement satisfaisants. Le projet pourrait conduire à une amélioration des conditions de vie des ménages ciblées en termes de sécurité alimentaire, de formation et d'information. Il y a une forte probabilité que le Projet puisse atteindre ses objectifs en décembre 2020. Il a touché actuellement environ 77,6% de sa cible et devrait atteindre un niveau plus significatif avec la réalisation des aménagements et infrastructures marchandes. Les résultats en matière de structuration et autonomisation des OPA font ressortir qu'environ 90% d'entre elles ont été formalisées. Leur accès aux services financiers s'est également amélioré (46 OPA et 303 membres ont obtenu des crédits).

Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité

Quatre mois après la restructuration du PROPACOM OUEST, des progrès perceptibles ont été enregistrés. Le taux d'exécution physique et financier du projet au 31/09/2019 sont respectivement de 60,45% et 63,00%, et ces taux d'exécution pourraient atteindre plus de 70% au 31/12/2019. Toutefois, ces progrès pourraient être contrariés par les retards dans la programmation des principales infrastructures en cours de réalisation. A 14 mois de l'achèvement du projet, le véritable challenge est de terminer tous les travaux d'aménagement et de construction.

Sur un taux total de 238 ha ciblés, 3 sites maraichers couvrant 6 ha (2,5 ha en 2 sites au niveau de Séguéla et 1 site de 3,5 ha au niveau Man) ont été aménagés (soit 4,35%). Les 132 ha restant représentant 4 sites (2 sites rizières de 30ha à Séguéla et 2 autres de 102 ha à Man) sont en cours d'aménagement avec un taux d'exécution global de 57%. Parmi

ces sites, 2 sites de 46 ha sont exécutés à 65-71% et 2 autres de 86 ha sont à moins de 20%. Les retards accusés au niveau des sites rizicoles sont dus à une mobilisation tardive des entreprises, une insuffisance des moyens mobilisés et du contrôle des travaux. Au niveau de tous les sites achevés et en chantier, les OPA ont mis en place les Comités de gestion, dont les membres ont été formés.

Les aménagements non encore engagés concernent les sites maraichers de 12 ha (au stade de sélection d'entreprises) et le barrage de Bobi et son périmètre aval (105 ha) en attente de finalisation de l'étude APD. En tenant compte du retard accusé par rapport à la planification initiale du BNETD et de la saisonnalité des travaux, la mission a réévalué les contraintes liées à la réalisation des travaux et a proposé un plan d'action concerté avec tous les acteurs afin de minimiser les risques de non achèvement des infrastructures au 31 Décembre 2020.

Concernant les infrastructures marchandes, 4 tronçons de pistes rurales desservant le bassin maraicher de Founbesson doivent être réhabilités et sont au stade de sélection des prestataires. Quant aux abris, magasins de stockage, aires de séchage, etc., le DAO des travaux de construction de ces infrastructures est en attente de l'ANO du FIDA.

En matière de production agricole, les facteurs de production ont été mis en place et la maîtrise des techniques par les producteurs s'est nettement améliorée. Le taux moyen d'application des thèmes diffusés, est de 83% à Séguéla et 81,65% à Man. Les contraintes majeures ayant conduit à un impact négatif sur les rendements sont les sécheresses, les inondations, les retards de livraison des intrants, parfois les mauvaises pratiques agricoles (semis à la volée).

S'agissant du renforcement de capacité des OPA, 25% des 147 OPA ciblées devraient passer du niveau de maturité 1 à 2. Celles-ci démontrent un minimum d'organisation et d'aptitudes sur la gestion économique, la gouvernance et la mobilisation interne des ressources. Toutefois, l'ingénierie sociale autour des aménagements et infrastructures marchandes, doit se renforcer pour garantir leur appropriation par les bénéficiaires. L'alphabetisation fonctionnelle a un potentiel énorme pour soutenir l'autonomisation des bénéficiaires, en particulier les femmes. 896 membres des OPA bénéficiaires ont reçu des formations en alphabétisation sur 2000 personnes prévues. Une deuxième vague de formation des bénéficiaires restants sera organisée en 2020.

L'analyse genre fait ressortir une participation active et majoritaire des femmes dans les interventions du projet. Ce qui a permis d'améliorer leur capital humain et social. Plusieurs d'entre elles reportent que les revenus qu'elles ont obtenu à travers l'amélioration de la production leur ont permis de prendre en charge les coûts de la scolarité et les soins de santé des enfants.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Recrutement des prestataires et entreprises de travaux Accélérer le recrutement des prestataires en charge de : (i) la formation en alphabétisation ; (ii) la construction des infrastructures marchandes ; (iii) la réhabilitation des pistes rurales ; et (iv) l'aménagement des sites maraîchers au système californien	ConsuotantPM/UCP	10/2019
Actualisation de la planification des travaux d'aménagement Faire en lien avec le BNETD une planification actualisée pour que toutes les activités d'aménagement soient achevées au plus tard 30/11/2020 ;	Consultant GR/UCP	10/2019
Réhabilitation de la piste du site de Bobi Faire un DAO et envisager une procédure simplifiée de passation de marché pour la réalisation en priorité des 7 km de pistes d'accès au site du barrage	Consultant GR	11/2019
Finalisation des études et dossiers d'appel d'offres ouvert Faire un suivi rapproché pour finalisation par le BNETD des études EIES, des études géotechniques et les études de conception détaillée du barrage de Bobi et aménagements connexes et réviser le DAO	Consultant GR/UCP	01/2020

Justification de la note

Les bénéficiaires ont été tous ciblés dans les régions de la zone d'intervention du projet. La plupart des micro-projets sélectionnés répondent à une approche à la demande conformément à la stratégie de ciblage du projet. Conformément aux objectifs, 40% de femmes ont été touchées. Toutefois, si la désagrégation par sexe a été respectée conformément aux indicateurs du cadre logique, la désagrégation par âge n'a pas été effectuée de façon systématique par la cellule de S&E.

Principaux problèmes

La mission a constaté que, contrairement à la stratégie de ciblage qui vise les zones rurales, certaines OPA ont leurs sièges en ville (Man) et rencontrent de ce fait des difficultés d'accès à la terre. Il ressort des échanges avec l'UCP que ces OPA ont été sélectionnées, non seulement pour leur capacité potentielle de mise en marchés produits agricoles, mais aussi pour leur possibilité de mobilisation des 10% de contribution propre pour l'accès au crédit équipement.

Puisque la participation des OPA est à la demande, les appuis du projet répondent à leurs besoins et leur capacité. Les crédits octroyés aux OPA sont en générale d'un montant soutenable. Même si les prestataires de services se sont appropriés la stratégie de ciblage du projet endésagrégant la production de données par sexe, ils ne le font pas par âge, ce qui est de nature à contrarier l'inclusion des jeunes.

Suite à la restructuration du projet, une petite exception à la stratégie de ciblage a été admise à travers le ciblage de l'entreprise privée SANGAMI de transformation de manioc. Cette entreprise bénéficiera d'une subvention du projet en équipement en contrepartie qu'elle s'approvisionne auprès des OPA productrices de manioc bénéficiaires PROPACOM-QUEST. Ainsi, si cette intervention cible indirectement les OPA, elle devra s'assurer que les relations contractuelles entre la société SANGAMI et les OPA de production de manioc soient formalisées.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Inclusion des jeunes Désagréger les données du projet par âge en vue d'assurer un meilleur suivi des actions du projet en faveur des jeunes	RSE	12/2020
Mise en relations avec le secteur privé Favoriser la mise en relation et la contractualisation entre l'entreprise privée SANGAMI et les OPA de production de manioc bénéficiaires du projet	CPA Man	12/2020

Justification de la note

Même si au niveau du projet il n'existe pas de spécialiste genre, ni un responsable en charge des questions relatives au genre, les visites de terrain ont montré une participation active et majoritaire des femmes dans la plupart des interventions du projet. Concernant les bénéfices aux femmes et à leurs ménages, la mission a noté une amélioration de leur autonomisation financière à travers leur accès aux crédits, au capital humain et social par le biais des formations en alphabétisation et leur adhésion accrue aux organisations professionnelles agricoles.

Principaux problèmes

En mai 2018, la Coordination du Projet avait désigné le chargé des OPA de Man (et chef d'antenne) point focal genre, sans toutefois préciser les rôles et responsabilités de cette fonction. Suite à la restructuration du projet et la suppression du poste du chargé des OPA, personne n'a été nommée pour prendre en charge la question du genre. Par ailleurs, les appels d'offres lancés pour recruter le consultant en charge de l'opérationnalisation la stratégie genre sont restés infructueux. A noter aussi que les membres de l'UCP n'ont bénéficié d'aucune formation sur le genre ou à l'adoption d'une approche genre.

Néanmoins, sur le terrain on note une prise en compte importante des femmes dans les différentes activités du projet. Sur un total de 5959 membres des OPA bénéficiaires d'appui à la structuration, les femmes représentent la majorité, (3411), soit un taux de 57,24%. Par exemple, concernant les formations en alphabétisation, sur les 896 apprenants 685 sont des femmes, soit un taux de 76,45. Une analyse par filière désagrégée montre que les femmes sont moins présentes que les hommes dans le riz pluviale (367 femmes contre 872) et le maïs (803 contre 1411). Par contre, elles

interviennent majoritairement dans le manioc (1161 femmes contre 577 hommes).

En outre, au sein des OPA visitées, il a été constaté que les femmes occupent des positions décisionnelles uniquement dans les organisations féminines. Cependant, dans les organisations mixtes, les postes de direction (président ou gérant) sont le plus souvent occupés par des hommes. Les femmes sont plutôt soit en charge de la trésorerie ou des comités de gestion (intrants, équipement, commercialisation).

En termes de bénéfices, il ressort que la participation des femmes aux formations d'alphabétisation leur a permis de savoir écrire leur nom, lire des petits textes et aussi faire des calculs, ce qui a eu pour effet de les rendre plus autonome dans le cadre de leurs activités économiques et sociales. Aussi, la mise à disposition des équipements de production ou de transformation des produits agricoles a contribué à la réduction de la pénibilité du travail des femmes.

Les échanges avec les femmes ont permis de constater en termes d'effets, que les revenus obtenus à travers l'amélioration et la vente de la production leur ont permis de prendre en charge les frais de scolarité et de santé de leurs enfants. Ces effets sur les conditions de vie des femmes et des jeunes seront mesurés à travers une enquête spécifique prévue dans le PTBA 2019.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Point focal genre Désigner au sein de l'UCP un point focal genre et définir avec précision son rôle et ses responsabilités	Coordo\	10/2019

Productivité agricole

Note: 4

Notation précédente: 2

Justification de la note

Les producteurs attribuent l'amélioration des performances obtenues à la qualité du paquet technologique (formations, intrants). La qualité des semences livrées donne l'opportunité aux OPA de faire 4 cycles de production. Les taux de germination sont bons avec 100% sur le manioc, plus de 80% sur le riz WAB 638.1. Un problème de dormance a été observé au niveau riz NERICA

La maîtrise des techniques par les producteurs s'est améliorée. Cependant, une baisse des rendements obtenus est observée relativement aux prévisions. Ainsi on note : (i) sur le riz pluvial, 75% de réalisation, soit 1,5 T/ha sur une prévision de 2t/ha ; (ii) sur le maïs, 83% de réalisation de rendement, soit 2,25t/ha sur une prévision de 3 t/ha ; (iii) sur le manioc 59% de réalisation, soit 9,5 t/ha sur une prévision de 16 t/ha.

Principaux problèmes

Potentiellement les 4 sites rizicoles (132 ha) en cours d'aménagement contribueront à l'amélioration de la productivité agricole à travers une meilleure maîtrise de l'eau (protection contre les crues violentes, compensation du déficit hydrique) et une diversification des cultures en contre saison grâce à la recharge de la nappe phréatique. Au niveau des sites maraichers, les technologies innovantes introduites (GAG, système californien alimenté par système solaire) permettent une intensification culturale sécurisée, une amélioration de l'efficacité d'irrigation, une économie des frais d'énergie et une réduction des charges de travail tout en préservant l'environnement. La livraison dans les prochains mois des sites rizicoles et l'exploitation effective des premiers sites maraichers permettront de concrétiser la plus-value de ces aménagements en termes de productivité.

La maîtrise des techniques par les producteurs s'est nettement améliorée. Les rendements ont évolué par rapport à la situation de référence avant le projet. Cependant, une baisse des rendements obtenus est observée relativement aux prévisions. Ainsi on note (i) sur le riz pluvial, 75% de réalisation, soit 1,5 T/ha sur une prévision cible de 2t/ha; (ii) sur le maïs, 83% de réalisation de rendement, soit 2,25t/ha sur une prévision cible de 3 t/ha ; (iii) sur le manioc 59% de réalisation, soit 9,5 t/ha sur une prévision cible de 16 t/ha.

Le taux moyen d'application des thèmes diffusés, toutes cultures confondues, est de 83% à Séguéla et 81,65% à Man, soit 69,82 % pour le riz pluvial, 86,32% pour le maïs et 88,79% pour le manioc. Sur les itinéraires techniques, le taux d'application est de 60%, sur les engrais, le taux est de 80%. Les formulations d'engrais selon les besoins de chaque culture, ont été expliquées aux producteurs notamment le 10-22-22 pour le maïs, 12-24-18 ou 10-22-22 pour le riz et le manioc 15-15-15. Il convient toutefois au projet de suivre et de confirmer avec les prestataires que les OPA continuent d'utiliser les bonnes formulations d'engrais au risque de jouer sur la productivité.

Les taux de reconstitution des fonds intrants sont variables selon les zones. A Séguéla, 33% des OPA du riz ont reconstitué les fonds dont 82% en nature et sur le maïs 53% ont reconstitué leurs intrants dont 95% en nature. Au niveau de Man, les performances obtenues sont les suivantes : (i) Maïs : 23 845 000 FCFA contre une prévision de 114 270 775 FCFA, soit une réalisation de 21% ; (ii) Riz pluvial : 27 051 200 FCFA contre une prévision de 132 943 950 FCFA, soit 20% de réalisation. Pour le manioc, les récoltes viennent de commencer mais les OPA de Man ont reconstitué sur fonds

propres à hauteur de 780 000 FCFA pour avancer dans le repiquage. A la reconstitution au niveau de Séguéla certaines OPA ont acheté des engrais subventionnés pour le coton qui ne correspondent pas aux besoins des cultures céréalières. L'analyse des données fait ressortir un faible taux de reconstitution et des insuffisances dans la mise en œuvre de la stratégie qui requiert le dépôt des fonds reconstitués sur le compte bancaire des OPA. Ceci contrarie la pérennisation des activités de production.

Sur le maraîchage, les sites seront dans leur 1^{ère} campagne de production. A Mankono, le site aménagé de 1 ha a été provisoirement livré à la coopérative SAHIRA de DIENEDIAN qui a anticipé et a réalisé un chiffre d'affaires de 800 000 de vente de gombo, variété locale. L'activité de maraîchage de contre saison est très rentable selon les producteurs avec des prix sont intéressants (200 F CFA/Kg pour le gombo contre 25 F CFA/Kg en saison des pluies). Sur ce site, trois panneaux solaires sur les 8 placés ont été volés, réduisant les capacités d'irrigation et d'exploitation optimale du site.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Appropriation des données du projet et relais endogènes Renforcer l'appui conseil et l'appui structuration aux OPA pour l'appropriation des données économiques (production, commercialisation, crédits, reconstitution des intrants), de la maturité des OPA et la formation des relais endogènes	CPA	10/2019
Qualité des engrais utilisés après la reconstitution Evaluer la qualité des engrais utilisés par les OPA à la reconstitution conformément aux formulations spécifiques exigées par chaque culture promue	CPA/RSE/CSE	12/2020
Performance et stratégie de reconstitution Sensibiliser les OPA sur la reconstitution des fonds intrants et s'assurer du dépôt des fonds reconstitués sur le compte des OPA	CPA/RSE	12/2020

Nutrition

Note: N/A

Adaptation aux changements climatiques

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

Le PROPACOM Ouest a mis en œuvre des activités visant à améliorer la résilience au changement climatique: Le reboisement de 230 ha de terres, la distribution de pluviomètres et la formation à leur utilisation; les activités connexes telles que la production, la distribution de semences résilientes aux aléas climatiques, la réalisation d'études sur la fertilité des sols, l'efficacité comparative des engrais chimiques et organiques, l'aménagement des bas-fonds puis la formation sur des pratiques résilientes.

A cause du retard dans l'acquisition des stations agro météorologiques, le calage des cycles culturels n'a pas été entrepris. Cependant, la diffusion de conseils agro météorologiques a été régulièrement assurée avec la publication de 108 messages à travers les radios communautaires.

Principaux problèmes

Le PROPACOM Ouest a mis en œuvre des activités visant à améliorer la résilience au changement climatique. A cet effet, 230 ha de terres ont été reboisées, 220 pluviomètres ont été installés et 535 petits exploitants bénéficiaires du projet ont été formés à leur utilisation. Douze (12) stations climatiques et agro-météorologiques sont en cours de livraison. Les activités connexes suivantes ont été réalisées: (i) la production et la distribution de semences résilientes aux aléas climatiques; (ii) la réalisation d'études sur la fertilité des sols, l'efficacité comparative des engrais chimiques et organiques, l'aménagement des bas-fonds ; et (iii) la formation sur des pratiques résilientes.

Toutefois, plusieurs problèmes ont été rencontrés dans la mise en œuvre du volet ASAP dont: (i) la difficulté d'acquisition des stations agro-météorologiques pour SODEXAM (après plusieurs appels d'offres revenus infructueux, l'UCP, sur recommandation du FIDA, a eu recours à l'UNOPS pour faciliter l'acquisition de ces équipements à travers un appel d'offres international); (ii) l'insuffisance de suivi et d'accompagnement et de conseils dans l'utilisation des pluviomètres installés au niveau des organisations paysannes; (iii) la suspension des conventions avec le Projet Muraille verte et le projet Flanc des montagnes suite à la restructuration du projet; (iv) la lenteur dans la réalisation des aménagements hydro-agricoles, dont 100 ha doivent être financés par les fonds ASAP.

A 15 mois de la fin du Projet, il est plus qu'important d'accélérer la mise en œuvre du volet ASAP, en mettant l'accent sur la réalisation du barrage de Bobi et des aménagements hydroagricoles, out en s'assurant que le BNETD tienne compte des études d'impact environnemental et social dans la phase de construction du barrage.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Installation des stations agro météorologiques Diligenter la livraison et l'installation des 12 stations agro-météorologiques commandées auprès de l'UNOPS	Coord/ RAF	11/2019
Evaluation des prestations du MINEF (Projet Flanc des Montagnes et Projet Muraille Verte) Recruter un expert international pour évaluer les activités effectivement réalisées dans le cadre des projets Flanc des Montagnes et Muraille Verte	Coord/RSE	12/2019
Suivi de l'utilisation des pluviomètres Assurer le suivi et l'accompagnement des OPA dans l'utilisation des pluviomètres	CPA	12/2020

b. Durabilité et transposition à plus grande échelle

Institutions et participation à l'élaboration des politiques

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

Le Projet contribue à la mise en œuvre du PNIA et à la politique nationale d'inclusion financière. En effet, ses appuis en matière de structuration font ressortir les résultats suivant: (i) 147 OPA ont bénéficié de formations en vie associative, leadership, gestion financière et 90% d'entre elles sont formalisées ; (ii) 441 comités techniques (commercialisation, intrant, équipement) ont été mis en place. Par ailleurs, à travers son partenariat avec l'UNACOOPEC, il a permis aussi de: (i) adopter de nouveaux services financiers adaptés au monde rural; (ii) introduire le profil d'agent de crédit agricole au sein de l'UNACOOPEC pour faciliter l'épargne et le crédit; (ii) accorder des crédits à 46 OPA (19 débloqués) et à 303 membres.

Principaux problèmes

En harmonie avec le PNIA, le PROPACOM-Ouest vise à structurer, professionnaliser et autonomiser les OPA. Il s'agit de responsabiliser les OPA pour qu'elles puissent prendre en charge les fonctions d'appui à leurs membres et avoir la légitimité nécessaire pour représenter et défendre leurs intérêts auprès des pouvoirs publics et autres acteurs. Pour ce faire, le Projet a fait le choix d'appuyer majoritairement les OPA de types groupement de base de faible maturité. Il a aussi pris l'option stratégique de les renforcer dans une perspective entrepreneuriale à travers l'élaboration de plan d'affaires avec pour finalité la commercialisation de produits agricoles.

Depuis la revue à mi-parcours en 2018, des progrès sont enregistrés. Les résultats en matière de structuration et autonomisation des OPA font ressortir que 147 OPA, sur la base d'un diagnostic institutionnels, ont bénéficié de l'appui à la structuration et de formation en vie associative, leadership, gestion financière, techniques de commercialisation et gestion d'équipement. Ces appuis ont permis de formaliser environ 90% des OPA et la mise en place de 441 comités techniques (commercialisation, intrant, équipement). En plus, près de 896 membres d'OPA ont bénéficié de formation en alphabétisation.

Le Projet entend aussi contribuer à la stratégie nationale d'inclusion financière visant l'amélioration de la bancarisation en Côte d'Ivoire, en favorisant l'insertion économique des OPA bénéficiaires et de leurs membres à travers la mise en place de services financiers adaptés et à des conditions soutenables. A cet effet, sur la base d'une étude sur les besoins en services financiers des exploitants agricoles, le projet a signé un partenariat avec l'UNACOOPEC en vue d'améliorer l'accès aux services financiers des producteurs agricoles et des populations rurales. C'est dans ce cadre qu'il a permis de: (i) mettre en place de nouveaux produits et services financiers adaptés au monde rural; (ii) introduire le profil d'agent de crédit agricole au sein de l'UNACOOPEC pour faciliter la sensibilisation à l'ouverture de compte bancaire, à l'épargne au niveau des communautés rurales en vue de favoriser l'accès au crédit; (iii) accorder des crédits à 46 OPA (19 déjà débloqués) et octroyer à 303 personnes dont 169 femmes, des crédits individuels.

Toutefois, la mission a constaté une faible inclusion économique et autonomisation financière des OPA. La plupart d'entre elles n'ont pas accès limité au marché et n'arrive pas à vendre leurs produits à des prix rémunérateurs. Le projet devra dans ce cas, mettre un accent particulier sur l'appui à la commercialisation, la mise en relation entre les acteurs des filières, la gestion des équipements de transformation et de production

Établissement de partenariats

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

Le Projet a établi différents partenariats au niveau national pour faciliter l'efficacité de sa mise en œuvre. Suite à sa restructuration, la Convention avec le MINEF a été arrêtée, cependant les conventions de partenariat avec l'UNACOOPEC et la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle (DAENF) sont en cours de mise en œuvre. La collaboration entre le Projet et la Fondation SAEMAUL a permis au OPA du Projet de bénéficier de formations en changement de mentalité et en techniques culturelles. Ces formations bien que pertinentes et appréciées par les participants ont été jugées limitées en termes de durabilité.

Principaux problèmes

Le partenariat avec l'UNACOOPEC est au regard des résultats obtenus jugée globalement satisfaisant. Cependant, la mission relève un faible partage d'informations entre l'UCP et la COOPEC, ainsi qu'une faible collecte de données relatives aux activités de finance rurale, y compris les données sur le niveau de reconstitution des fonds intrants.

Toutefois, le partenariat avec l'UNACOOPEC peut être considéré comme gagnant-gagnant, avec une énorme potentialité pour le développement de la finance rurale dans le pays. Spécifiquement, il a permis de : (i) réorienter 135 points de vente vers l'économie rurale; (ii) développer des compétences en matière de micro crédit rural; et (iii) créer des nouveaux produits financiers adaptés au monde rural; (iv) ouvrir au profit des OPA 507 comptes, octroyer 352 crédits individuels et 46 crédits équipement. Les crédits octroyés par l'IMF selon le DCP devaient être garanti par la mise en place d'un fonds de partage des risques. Cependant, lors de la restructuration, il a été constaté que ce fonds n'avait été formellement mis en place. De ce fait, il a été supprimé et remplacé par le nantissement des équipements à titre de garantie.

Avec l'appui institutionnel (fonctionnement, moyens de déplacement, matériels informatiques, logiciel de crédit, formation) fourni par le projet, des agents dédiés ont été recrutés pour : (i) sensibiliser les OPA bénéficiaires du PROPACOM-Ouest à la bancarisation ; (ii) assister techniquement à l'élaboration de documents de micro-projets bancables et; (iii) organiser des formations en éducation financière.

Le partenariat avec la DAENF est basé sur un cahier de charges signé en 2017, qui confie à la Direction, la supervision des activités d'alphabétisation fonctionnelle, pour garantir leur conformité à la Stratégie Nationale d'Alphabétisation. L'évaluation des activités d'alphabétisation est satisfaisante du point de vue de la performance des prestataires et de la participation des bénéficiaires.

La mission note que ces deux partenaires, UNACOOPEC et DAENF, sont stratégiques pour garantir la durabilité des interventions de PROPACOM-Ouest. Ils constituent des acteurs importants dans l'opérationnalisation de la stratégie de sortie du projet. Par contre, la Convention avec le MINEF compte tenu de ses résultats insatisfaisants en termes de reboisement a été arrêtée en 2019 suite à la restructuration.

La collaboration entre le Projet et la Fondation SAEMAUL qui a permis aux OPA de bénéficier de formation en changement de mentalité et en techniques culturelles, a été évaluée en Novembre 2018. Les formations bien satisfaisantes, pertinentes et appréciées par les participants ont été jugées limitées en termes de durabilité, parce qu'elles n'ont pas été répliquées par les participants au niveau de leurs communautés respectives. Si leur pertinence a été considérée positive, et aussi bien leur appréciation par les participants, la durabilité des résultats obtenus, qui sont plutôt positifs, est à considérer limitée. En particulier, il semble que les gens qui ont reçu les formations ne les ont pas transférés aux niveau des communautés.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Garantie des crédits Organiser et participer aux rencontres de la COOPEC avec les OPA bénéficiaires pour les informer sur le processus de nantissement pour les équipements ; et s'assurer de l'effectivité du nantissement des équipements	Coord/CPA	12/2019
Durabilité de l'alphabétisation et de l'accès aux crédits S'assurer dans le cadre de la stratégie de sortie, le transfert progressif du programme d'alphabétisation à la DAENF et sensibiliser les OPA à l'épargne et à la reconstitution des fonds intrants dans leurs comptes bancaires, ceci pour établir la confiance entre celles-ci et l'UNACOOPEC	Coord	12/2020

Capital humain et social et autonomisation

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

Le projet a permis de déclencher certaines dynamiques qui peuvent contribuer au développement du capital humain et social des bénéficiaires. La combinaison de formations et l'accès aux facteurs de production peuvent mener facilement à l'amélioration de l'autonomisation des bénéficiaires. Les séances d'alphabétisation représentent aussi des facteurs d'amélioration. Malheureusement, du fait que les appuis en formation ont démarré en retard (seulement en 2018) et sont encore en cours, on ne peut pas apprécier totalement leurs effets sur les OPA. Celles-ci présentent encore des faiblesses, surtout au niveau de leur inclusion économique et leur professionnalisation.

Principaux problèmes

En 2018 et 2019 les activités de renforcement des capacités organisationnelles et techniques des bénéficiaires ont été organisées avec succès au profit de 147 OPA. Les échanges avec les bénéficiaires font ressortir des progrès en matière de développement du capital humain et social.

Les progrès vers l'autonomisation des bénéficiaires s'aperçoivent au niveau individuel par la prise de conscience des membres des OPA d'appartenir à un groupement plus structuré dans lequel ils peuvent faire entendre leur voix, y compris les femmes. La connaissance des techniques agricoles, et aussi de transformation des produits (pour ceux qu'ont reçu les équipements) s'est aussi améliorée. La collaboration avec l'UNACOOPEC a permis à plusieurs bénéficiaires d'ouvrir un compte à la banque, d'accéder à un crédit et d'être ainsi bancarisés et plus responsables.

De façon générale, les OPA bénéficiaires des appuis intrants se sont responsabilisées dans le processus d'approvisionnement (négociation avec les fournisseurs et passation des commandes) et dans la reconstitution des fonds intrants reçus. En réalité, le principe de reconstituer les fonds intrants a été compris par les OPA, mais il n'est pratiquement pas fait, comme prévu, sur leurs comptes logés à l'UNACOOPEC. Des missions conjointes des agents d'appui conseil avec ceux de l'UNACOOPEC pourraient être utiles pour lier ces deux aspects.

Par rapport à la structuration des organisations, le rapport d'évaluation de leur maturité conduit en octobre 2019, montre que 25% des 147 OPA bénéficiaires sont passées de niveau 1 à niveau 2, et que 6% des OPA sont passées de niveau 2 à 3. Ces résultats restent faibles et s'expliquent par le démarrage tardif de l'appui du projet en matière de structuration et professionnalisation. L'impact en termes d'autonomisation est plus perceptible chez les OPA qui existent depuis longtemps. En outre, on note souvent de la part des OPA un manque de définition d'une vision et d'une mission organisationnelle claire (les formations en la matière n'ont pas encore démarré). C'est pourquoi, la mission encourage la participation des OPA aux événements tels que le SARA qui permettent de développer le capital social des bénéficiaires du projet à travers des interactions avec d'autres acteurs du monde agricole et le développement de partenariats.

Le capital humain a été aussi développé en dehors des bénéficiaires directs du projet. Par exemple, d'autres membres des communautés ciblées ont pu participer aux séances d'alphabétisation organisées par le projet au profit des OPA bénéficiaires.

Qualité de la participation des bénéficiaires

Note: 5

Notation précédente: 4

Justification de la note

La participation des bénéficiaires a été effectuée en nature et en numéraire. Celle en numéraire consiste au versement

par les OPA de 10% du prix des équipements agricoles ou de transformation à acquérir. Celle en nature a consisté à construire des abris provisoires en attendant la construction des bâtiments destinées à cet effet. La reconstitution des fonds intrants a été aussi faite à plus de 90% en nature. La participation des bénéficiaires est perceptible à travers leur adhésion aux séances de formations et leur engagement lors de l'alphabétisation et du conseil agricole en tant que formateurs endogènes et relais communautaires. Elle est aussi effective lors de l'identification des sites à aménager et lors de la réalisation des études. Elles ont mis en place des CGA au début des travaux pour assurer leur suivi et la prise en charge des travaux finaux.

Principaux problèmes

A travers les activités de structuration des OPA, les bénéficiaires ont pu prendre part à des organisations professionnelles agricoles, occuper des postes décisionnelles et à exprimer leurs besoins. Les comités de gestion ont été disponibles pour recevoir des formations techniques et de gestion visant leur renforcement de capacité. Ils assurent au niveau des sites en chantier leur propre suivi des travaux et rendent compte à leurs OPA. Cependant la mission a noté que ces comités n'ont pas été associés aux activités de supervision des chantiers (réunions hebdomadaires de chantier et réunions de supervision) et n'ont pas bénéficié d'accompagnement nécessaire pour commencer les travaux à leur charge. Ceci ne facilite pas l'appropriation des aménagements par ces comités et ne permet pas de renforcer leur capacité de maîtrise d'ouvrage.

Lors des visites de terrain, la mission a pu observer une ouverture et une disponibilité de la part des OPA pour trouver avec leurs membres des solutions aux problèmes susceptibles de freiner la poursuite des actions initiées. Par exemple, l'OPA ESPOIR a subi le vol de 3 sur les 8 panneaux solaires reçus par le projet. Les membres se sont informés sur le coût nécessaire pour la mise en sécurité de ses panneaux et se sont dit prêts à contribuer financièrement pour les protéger. A noter, que leur préoccupation sur la faible mise en sécurité de ces panneaux avait été mentionnée au moment des travaux, mais dans ce cas leurs préoccupations n'ont pas été écoutées.

Les participants sont aussi prêts à s'organiser pour participer à la réalisation des travaux d'aménagement de certains sites, et à assurer leur suivi et maintenance suite à leur mise en place.

En 2018 les OPA, représentées par spéculation, ont activement pris part aux Cadres Régionaux de concertation aux quels le PTBA était présenté pour une pré-validation. Cet exercice n'a pas eu lieu en 2019 parce qu'après la RMP les activités d'identification de nouvelles OPA ont été arrêtées.

Au niveau de l'UCP, il n'a pas été mis en place un mécanisme formel de retour d'information ou de réclamation de la part des bénéficiaires. Il y a eu des retours et aussi des réclamations faites par les OPA et dans la plupart des cas le projet s'est montré disponible à éclairer les problématiques et à leur répondre ; néanmoins le projet ne conserve aucune note ou données sur les réclamations reçues qui permettraient d'évaluer la satisfaction des bénéficiaires par rapport aux appuis reçus.

Adaptabilité des prestataires de services

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

En raison des lourdeurs des processus de passation de marché, les conventions avec certains prestataires de service ont été signées avec retard, et même plusieurs activités n'ont pas encore démarré. Pour cette raison, la mission n'a pas pu apprécier tous les services prévus par le Projet. Néanmoins, parmi les prestataires déjà contractés, on relève des performances contrastées et un manque de suivi de leurs réalisations par le Projet. Il faut souligner que les évaluations externes des prestataires de services n'ont pas encore eu lieu, comme recommandé par la mission précédente

Principaux problèmes

La stratégie de mise en œuvre du Projet repose fortement sur le faire-faire à travers des contrats signés avec plusieurs prestataires. Aux délais de passation de marché se sont ajoutés des délais dans la signature des contrats. Ces retards cumulés ont considérablement perturbé la mise en œuvre des activités.

Le service d'appui conseil et structuration des OPA ont été confiés à l'ANADER (Man et Séguéla) et à SIADES (Man) pour les OPA des vagues 1 et 2. Les Conventions, signés seulement en Avril/Mai 2018, n'ont pas permis le démarrage des activités. Cependant, 24 OPA ont reçu un appui conseil sur la campagne 2017 sur la base d'un cahier des charges signé avec le MINADER. Cette activité n'a pas fait l'objet d'une évaluation de performance.

Les consultants recrutés pour la formulation des plans d'affaires ont préparé au total 146 micro-projets. Les problèmes qu'on relève sont liés d'abord à la durée nécessaire pour l'élaboration des plans, qui a été bien supérieure aux 5 jours par projet prévus, et ensuite à la mauvaise qualité des plans d'affaire produits. En conséquence, les agents des COOPEC ont dû reprendre plusieurs projets avant de pouvoir approuver leur plan de financement.

Le volet Finance rurale a fait l'objet de Conventions signées avec l'UNACOOPEC-CI et la CEDAICI. Les COOPEC se sont engagés dans le recrutement et la formation d'agents de crédit dédiés en charge du montage des dossiers de crédit

(19 pour la 1ère vague et 59 pour la 2ème). Leur travail est satisfaisant si on considère leur efficacité constatée dans l'analyse des dossiers de crédit, leur forte présence sur le terrain. Néanmoins, on dénote une communication insuffisante entre les IF, l'UCP et les antennes, ce qui cause des retards dans la mise en place des crédits d'équipements. A la CEDAICI, 19 OPA ont ouvert leurs comptes, mais les activités de montage de dossiers n'ont pas encore commencé.

Les activités d'alphabétisation fonctionnelle pour la 1ère vague ont été confiées aux cabinets OPTIMUM Associés et TKC. Les contrats ont été signés seulement en Février 2018. OPTIMUM Associé a commencé l'étude du milieu en mai 2018, mais les séances d'alphabétisation n'ont pas encore démarré. Il est encore trop tôt pour juger de la qualité de ces prestataires.

S'agissant des travaux de génie rural, les prestataires chargés des études techniques sur les sites de la MOD1 ont accusé des retards. Les études des périmètres maraîchers viennent d'être terminées, celles des bas-fonds rizicoles sont encore en cours.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Plan d'action et suivi des contrats de prestations S'assurer qu'un plan d'action assortie d'un budget soit transis par les prestataires de services au projet et sur la base de ce plan produire des outils de collecte de données et le suivi de la mise en œuvre de réalisations	ConsultantPM/RSE	10/2019

Gestion de l'environnement et des ressources naturelles

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

Le Projet a un objectif de diffusion de techniques culturales visant à la fois à une résilience accrue aux variations climatiques et la conservation de la fertilité des sols. Les activités correspondantes ont été menées en partenariat avec l'Université Nangui Abrogoua (UNA). Ces actions concernent la fertilité des sols, l'expérimentation des fertilisants organiques et l'étude socio-économique sur la rentabilité des fertilisants organiques.

Dans le cadre de la réalisation des aménagements hydro-agricoles, des études d'impact environnemental et social ont été menées. Les plans de gestion des risques environnementaux sont aussi élaborés, mis en œuvre et suivis. Quelques actions limitées ont cependant été entreprises pour promouvoir la protection de l'environnement.

Principaux problèmes

La principale activité prévue dans le domaine de l'environnement, à savoir le reboisement à travers les projets Flanc des montagnes et la muraille verte a été suspendue à la restructuration du projet. Avant la suspension, près 230 ha de terres ont été reboisés. Par ailleurs, le PROPACOM Ouest a mené quelques actions dans l'objectif général de préservation de l'environnement :

Etude sur la fertilité des sols

Cette étude a été menée par l'Université Nangui Abrogoua (UNA). Son objectif était d'évaluer les aptitudes culturales des sols, à travers leurs caractéristiques physiques et chimiques, des sites de productions vivrières et maraîchères des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) des régions de l'Ouest de la Côte d'Ivoire encadrés par le projet. Dans les régions de Man et de Séguéla, les sols présentent des caractéristiques physiques et chimiques variées. Leur exploitation requiert des mesures de redressement conséquentes pour favoriser un meilleur enracinement et meilleure nutrition des cultures. L'étude a proposé des recommandations pour une meilleure utilisation des sols au niveau des deux antennes du projet.

Etude sur l'expérimentation des fertilisants organiques

Dans le but de rechercher des alternatives plus adaptées et respectueuses de l'environnement pour améliorer la fertilité des sols, des essais ont été mis en place, pour évaluer l'effet de différents fertilisants organiques sur des cultures vivrières, sur des sites de culture des OPA des Antennes de Man et de Séguéla.

Etude socio-économique sur la rentabilité de l'utilisation des fertilisants organiques sur les sites de production vivrières et maraîchères

Cette étude a aussi été réalisée par l'Université Nangui Abrogoua (UNA). L'objectif de cette étude est d'apprécier la rentabilité de l'utilisation de ces fertilisants à l'effet de recommander des méthodes de fertilisation durables et accessibles aux paysans.

Les résultats attendus de cette étude sont les suivants : (i) les sources et les caractéristiques des fertilisants organiques sont décrites; (ii) la perception des OPA sur l'utilisation des fertilisants est évaluée; (iii) les facteurs d'incitations de l'utilisation des fertilisants par les OPA sont déterminés; et (iv) un mécanisme de financement durable de l'acquisition des fertilisants par les OPA est proposé.

Les rapports définitifs de ces 3 études sont maintenant disponibles et leur atelier de restitution et partage est prévu avant la fin du mois de Novembre 2019.

Stratégie de retrait

Note: 4

Notation précédente: 2

Justification de la note

La mission a pu constater que l'UCP a travaillé en collaboration avec toutes les parties prenantes dans le sens de la durabilité des interventions du projet, à travers par exemple la formation de formateurs endogènes au sein des OPA. Par contre, une stratégie de sortie du projet cohérente, indiquant les modalités opérationnelles à adopter par tous ces acteurs n'a pas encore été approuvée et n'est pas donc opérationnelle. L'assistance technique internationale dont l'UCP a bénéficié en 2018, a entrepris les démarches pour l'élaboration d'une stratégie de sortie. Au moment de la mission de supervision, cette stratégie est en cours de finalisation, pour validation en Novembre 2019.

Principaux problèmes

Par rapport à la mission de revue mi-parcours, le projet a fait des progrès dans l'élaboration de sa stratégie de sortie. En Novembre et Décembre 2018, l'UCP a effectué des entretiens et des échanges avec ses partenaires clés pour identifier ensemble les modalités opérationnelles à mettre en œuvre pour assurer la poursuite des activités et la durabilité des investissements après la fin du projet. L'UCP a prévu un atelier de validation de la stratégie de sortie en Novembre 2019 ; cet atelier verra la participation de tous les partenaires, qui devront définir de façon participative un plan d'action commun pour la mise en œuvre de la stratégie. Le MINADER devrait avoir un leadership stratégique pour assurer la mise en œuvre du plan d'action et un point focal au sein de l'UCP devra être identifié pour son suivi. Des réunions bimestrielles devront être organisées avec l'ensemble des partenaires pour assurer que toutes les mesures nécessaires au déploiement de la stratégie soient prises.

Un des défis majeurs à la pérennisation des activités reste le volet de commercialisation des produits, qui n'a pas été suffisamment renforcé. Le projet devra s'engager dans cette dernière année à mieux accompagner les OPA dans une mise en relation (contractualisation) avec des autres acteurs de la chaîne et les plateformes existantes dans les zones d'intervention. Cela pourra se faire à travers les appuis des prestataires, en particulier l'ANADER, pour l'identification de possibles partenaires commerciales.

Un rôle clé devra être joué par l'UNACOOPEC, qui a reçu plusieurs appuis par le projet pour développer et consolider ses activités dans la finance rurale. Son engagement dans la poursuite des financements en milieu rural, devra faire partie du plan de désengagement du projet. La procédure de nantissement a garanti l'octroi des crédits, mais les séances d'éducation financière déjà prévues devront permettre aux OPA de rembourser et de garder la propriété des équipements reçus pendant l'exécution du projet.

En considérant les activités d'alphabétisation qu'ont été mises en place, pour assurer leur continuité, la DAENF devra s'engager à assurer que les centres restent fonctionnels, à travers un suivi rapproché et éventuellement la mise à disposition des bénéficiaires et aux animateurs des kits de formation. En outre, des discussions pourraient être menées pour essayer de rendre ces systèmes plus formels et permettre aux bénéficiaires de voir leurs efforts reconnus et pouvoir accéder à des formations plus avancées, quand cela est possible.

Le projet devra s'assurer que la stratégie soit déclinée sous forme de plan d'actions précisant les rôles et les responsabilités de chacun dans l'atteinte des résultats qui auront été retenus et un chronogramme devrait être élaboré. Des réunions périodiques devront être aussi organisées avec l'ensemble des partenaires. L'identification d'un point focal au sein du projet qui puisse suivre la mise en place de ce plan dans la dernière année d'implémentation du projet est aussi nécessaire.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Mise en oeuvre de la stratégie de sortie Nommer un point focal au sein de l'UCP pour suivre la mise en œuvre du plan de stratégie de sortie	Coord.	11/2019

Potentiel de reproduction à plus grande échelle

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Par rapport à la RMP, la mission a pu mieux apprécier les activités du projet et son potentiel de reproduction. Entre les interventions qui ont un potentiel de mise à l'échelle sont celles relatives à la finance rurale, qui incluent soit les appuis à l'institution financière soit l'expérience positive avec les OPA qui ont contribué à l'acquisition des équipements.

Principaux problèmes

Le premier bilan relatif à la composante 'accès à des services financiers adaptés' est encourageant. L'appui institutionnel à l'UNACOOPEC, qui inclus l'accès aux technologies, la subventionne des agents de crédit dédiés au milieu rural et leur formation a permis d'améliorer les services financiers offerts au milieu rural. En particulier, le nombre de crédits individuels qui ont été octroyés jusqu'au présent est remarquable. Le type de partenariat passé avec une IF partenaire pour promouvoir la bancarisation des populations rurales est un bon potentiel d'extension et de réplique. Il a suscité l'intérêt d'autres partenaires au développement tel que la banque mondiale qui à travers son projet "d'inclusion économique", a répliqué l'approche adoptée par le PROPACOM Ouest pour améliorer l'accès des bénéficiaires du projet à des services financiers adaptés.

La participation des OPA dans l'acquisition des équipements à hauteur de 10% a été une réussite au regard du nombre élevé d'OPA qui se sont acquittées de leur contribution. L'expérience de cette approche a montré que son succès dépend de la motivation et la maturité des OPA, mais surtout par l'adoption par les OPA d'une vision orientée vers le marché et guidée par la rentabilité et le profit.

Le mécanisme de reconstitution des fonds intrants par les OPA a produit des résultats probants dans le sens d'un changement de mentalité des bénéficiaires qui jusque-là étaient habitués à la gratuité. Ceux-ci, à travers les sensibilisations effectuées, ont compris l'importance de conserver une partie de leur production et de leurs revenus pour les réinvestir dans la campagne prochaine. Toutefois, la réussite et la pérennisation du mécanisme requiert qu'il soit arrimé au système bancaire et les produits agricoles soient vendus à des prix rémunérateurs.

Les grippages observés dans les activités de crédit sont à mettre principalement au compte de problèmes de communication entre le Projet et l'IF. Un manque de réactivité du Projet a aussi été observé en plusieurs occasions.

Pour l'institution, le challenge est de raccourcir le délai d'analyse des dossiers, surtout pour les montants supérieurs à FCFA 5.000.000 qui requièrent l'accord de la Direction Générale de l'Institution.

Les autres composantes du Projet ne sont pas assez avancées pour en évaluer le potentiel de mise à l'échelle.

c. Gestion du projet

Qualité de la gestion du projet	Note: 4	Notation précédente: 3
--	----------------	-------------------------------

Justification de la note

La gestion du projet se sont nettement améliorées depuis la restructuration du projet et la relocalisation de l'UCP dans la zone du projet. La mission note une amélioration de l'organisation du travail, de la communication interne et externe du projet et surtout une motivation des membres de l'UCP à atteindre les objectifs. La mise en place d'un comité de suivi constitue aussi un atout pour assurer supervision rapprochée du projet.

Toutefois, même si l'organisation et la coordination du projet est satisfaisante, il est essentiel d'éviter de travailler constamment dans l'urgence et dans la hantise de l'achèvement du projet. Les postes de travail supprimés lors de restructuration ont créé un vide qui impacte sur l'efficacité de la gestion du projet.

Principaux problèmes

La restructuration du PROPACOM Ouest a été accompagnée d'un réaménagement de la coordination du projet. Le dispositif de coordination de la mise en œuvre du projet allégé et animé par une équipe restreinte a été effectif. En attendant le recrutement du nouveau coordonnateur, l'UCP est dirigée par une coordonnatrice par intérim qui a été nommée par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural. Le siège de l'UCP qui a été délocalisé à Man, permet un suivi plus rapproché des activités. Le comité de suivi, majoritairement composé de membres du comité de pilotage (Primature, MINADER, MEF, BUDGET et du FIDA) a été mis en place pour renforcer le pilotage du projet est également opérationnel. Il a effectué sa première mission en septembre 2019.

La mission note que la performance de l'équipe du projet s'est nettement améliorée depuis sa relocalisation dans la zone du projet. Au niveau de l'UCP, la cohésion de l'équipe et l'atmosphère favorable au travail d'équipe sont meilleurs et un fort engagement de tous les membres de l'équipe vers l'atteinte des objectifs sont perceptibles. Des réunions hebdomadaires et mensuelles sont tenues régulièrement et une communication constructive s'est installée en interne qui engendre une motivation de l'équipe du projet. La collaboration avec les prestataires est plus fluide, résultante des réunions périodiques de planification et de suivi organisées. Tout ceci s'est caractérisée par des progrès de l'exécution physique et financière des contrats.

Toutefois, suite à la restructuration, plusieurs postes ont été supprimés (commercialisation, finance rurale, changement climatique, génie rurale). Cette situation est de nature à mettre une charge de travail supplémentaire sur les membres de l'équipe et parfois les empêcher de faire face à leurs propres responsabilités, ce qui entraîne une dispersion qui pourrait impacter négativement sur la performance du projet. L'exécution du projet est aussi fortement contrariée par la lourdeur administrative de la passation des marchés.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Répartition des tâches en les membres de l'Equipe Faire appel, dans la mesure du possible, pour combler les vacances des postes supprimés, à des ressources extérieurs (consultants, experts des Ministères impliqués, etc.), ceci pour éviter une surcharge de travail et éparpillement des membres de l'UCP	Coord	10/2019

Gestion des savoirs

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

Lors de la RMP, la gestion des savoirs était un domaine inconnu de l'équipe et de ses partenaires. La mission note une amélioration énorme dans ce domaine, dû surtout au support de l'Assistance Technique International (ATI) déployée en 2018. Des exercices pour choisir des expériences qui méritent d'être capitalisées et documentées ont été effectués et deux points focaux gestion des savoirs ont été nommés au sein de l'UCP, un à Man et l'autre à Séguéla. Dans le PTBA 2019, un atelier d'échanges et de partage de savoirs entre UCP, prestataires et structures partenaires et de validation des fiches de capitalisation a été prévu, et sera organisé en Novembre 2019.

Principaux problèmes

En novembre 2018, les membres de l'UCP et des partenaires (MINADER, ANADER, SIADES) ont participé à une formation sur la gestion des connaissances et la capitalisation des expériences organisée par l'ATI. Pendant cette formation, trois thèmes de capitalisation ont été choisis : mobilisation de la contribution des OPA pour l'acquisition d'équipements agricoles (groupement WONTOMIGNAN de Man); le mécanisme de reconstitution de fonds intrants (OPA Zoyekole à Man); et l'implication de l'administration territoriale Sous-préfecture de Bobi /Séguéla) dans l'appui aux organisations professionnelles agricoles. Les deux points focaux étaient en charge de finaliser ces fiches de capitalisation, qui une fois finalisées, seront validées lors de l'atelier organisé en Novembre 2019. Pendant cet atelier, des plans d'action de capitalisation devront être élaborés, pour être ensuite mis en place.

Toutefois, la mission note que le projet s'est approprié seulement des théories et techniques de gestion de savoirs, et manque d'esprit d'initiative pour entreprendre de façon autonome l'identification d'autres thèmes qui pourraient faire l'objet de capitalisation. Cette thématique continue à avoir une importance marginale dans la gestion du projet, et elle n'est pas discutée lors des réunions d'équipe. En outre, il convient de relever aussi que les données issues du système de suivi évaluation ne sont pas analysées pour développer des apprentissages, innover ou rectifier les approches adoptées.

Le projet ne dispose pas d'un plan de communication externe spécifique. Le site Web du projet n'a pas été mis à jour depuis début 2018. Mais la cellule de S&E s'est engagée à remédier à ces insuffisances en recrutant un stagiaire pour les assister à mettre à jour le site Web. La réalisation du film institutionnel prévu dans le PTBA 2019 est en cours et sera finalisé en 2020.

En termes de partage et échanges d'expériences, le projet a financé la participation cette année de 16 OPA aux Journées de l'Administration Agricole Délocalisée (JAAD). Il envisage aussi en novembre 2019 de prendre en charge la participation d'un certain nombre de ces OPA à la Journée Mondiale de l'Agriculture et au SARA (Salon de l'Agriculture et des Ressources Animales).

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Plan d'action pour la capitalisation Finalisation d'un plan d'action pour la diffusion des fiches de capitalisation	UCP	11/2019

Utilisation optimale des ressources

Note: 3

Notation précédente: 2

Justification de la note

L'analyse économique et financière développée sur la base des objectifs et budgets révisés lors de la revue mi-parcours montre que le Projet pourrait afficher un TRE de 13% et une VAN de 16,8 M USD s'il atteint tous ses nouveaux objectifs.

Suite à la restructuration, la rentabilité des modèles du riz pluvial, le manioc et du maïs après l'ajustement des paramètres est négative. Par contre, celle du maraîchage, du riz de bas-fond (1 ha et 3,5 ha) et du décorticage est positive. La rentabilité de ces derniers modèles est de 7 % (TRE) pour le riz de bas-fond et pour le maraîchage (1 ha), 24 %, le maraîchage (3,5 ha) à 37 % et la décortiqueuse de riz à 14 %.

Principaux problèmes

L'efficacité du Projet est sévèrement dégradée par le retard de mise en œuvre des activités, qui a nécessité de restructurer le PROPACOM Ouest et revoir les cibles et le budget du projet à la baisse et mettre en place des modèles structurants. Ce redimensionnement du projet impacte positivement sa rentabilité.

Selon le DCP de PROPACOM Ouest, un total de 30 000 ménages ruraux devrait être touchés. Lors de la RMP les prévisions étaient de 11 400 ménages bénéficiaires. Avec la restructuration, le nombre de ménages a été revu 7 249 ménages et le budget total à 10,8 milliard de FCFA. À ce jour, 6024 ménages ont été touchés (soit 83,1 % du montant total prévu).

Les semences mises en place sont acquises au niveau des centres de recherche et sont certifiées (R1) avec des bons potentiels de rendement et une capacité d'assurer une production de masse pendant 4 cycles. Les cultures pratiquées pluviales (maïs, riz pluvial, manioc) ne dégagent pas de rentabilité car subissant les aléas climatiques. Par contre les cultures de riz de bas aménagées et les cultures maraîchères sous irrigation goutte à goutte semble dégager une bonne productivité et rentabilité compte tenu des prix de vente obtenus sur le marché de 150 FCFA/KG pour le riz et 200 FCFA/KG pour le Gombo. En outre, l'accent mis par la restructuration sur appuis en termes d'équipements de transformation et d'infrastructures marchandes devraient permettre d'obtenir un plus-value et commercialiser à des prix rémunérateurs et ainsi améliorer les revenus des OPA. Par ailleurs, option de l'énergie solaire pour faire fonctionner les kits d'irrigation sur les sites de cultures maraîchères vont permettre non seulement d'utiliser une énergie renouvelable, non polluante, mais aussi d'éviter aux exploitants des dépenses relatives à l'achat de carburant.

Le dispositif de proximité de l'ANADER pour la structuration et l'appui conseil des OPA est composé par de 10 agents d'appui conseil, 6 techniciens spécialistes des OP et des cultures annuelles, un responsable de zone et 2 Responsables d'appui aux OPA et aux cultures annuelles et 1 chargé de suivi évaluation. Un tel dispositif semble lourd au regard du nombre d'OPA encadrées et des résultats mitigés obtenus sur la structuration et l'appui conseil. Il serait beaucoup plus efficace d'orienter l'appui conseil et l'appui à la structuration vers le transfert de compétences aux OPA à travers les comités de gestion et les relais endogènes.

En plus, l'efficacité des interventions semble contrariée par : (i) le niveau élevé d'analphabétisme qui rend l'appropriation et la tenue des documents assez lente au niveau des OPA ; (ii) La livraison tardive des intrants, des équipements et des infrastructures marchandes qui a une répercussion négative sur la productivité; (iii) le faible niveau de suivi des prestataires par le projet à l'origine des faibles performances obtenues au niveau de la maturité des OPA et de leurs capacités à durablement assurer la pérennisation des acquis.

Cohérence entre le PTBA et les activités menées

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

Le niveau d'exécution physique du PTBA 2019 au 30/09/2019 est de 43,16% et en fin d'année, ce taux pourrait atteindre 70%. Cette performance est jugée satisfaisante eu égard au taux des années précédentes (2016, 2017, 2018) qui est de l'ordre de 55%.

L'élaboration des PTBA du projet suit une démarche ascendante et participative et sa mise en œuvre fait l'objet d'une planification avec les parties prenantes.

Un progrès d'un mois est observé dans la transmission du PTBA 2019 (décembre 2018) au FIDA, par rapport au PTBA 2018 (janvier 2018). Pour 2020, des dispositions sont déjà prises pour la transmission du PTBA 2020 dans le délai requis.

Évaluation du PTBA

Le projet élabore des PTBA de qualité avec une programmation détaillée, désagrégée en activités, tâches, résultats attendus assorties d'indicateurs et de cibles. Il comporte un chronogramme de mise en œuvre, et identifie les responsables. Les coûts sont désagrégés en part bailleurs/sources de financement. Le PTBA 2019 a été transmis au FIDA pour avis de non objection en décembre 2019 contrairement au délai requis (15 novembre 2019). Toutefois, un progrès d'un mois a été réalisé par rapport à la transmission du PTBA 2018. Pour 2020, avec la programmation de la réunion de validation du PTBA par le COP en début novembre 2019, il est fort probable que le PTBA 2020 soit transmis au FIDA dans le délai.

Le PTBA 2019 a été revue par l'UCP pour l'adapter aux redimensionnements du projet suite à sa restructuration. Toutefois ce PTBA revu n'a pas été transmis au FIDA et au MINADER. Le PTBA 2019 et les modifications opérées n'ont pas non plus été inscrits dans le système de suivi-évaluation (Ruche) ce qui contrarie le suivi efficace et précis de l'exécution physique.

Le système n'effectue pas non plus une analyse comparative systématique du suivi physique et du suivi financier et donc ne permet pas d'apprécier l'efficacité de la mise en œuvre du projet et améliorer la prise de décision par le management. L'intégration des données financières par catégorie de dépenses est faite manuellement et n'est pas régulière. L'harmonisation de la codification analytique avec service administratif et Financier n'a pas été réalisée. Par ailleurs, le logiciel comptable du projet n'est pas paramétré pour faire une imputation des dépenses par activités, il s'arrête à un niveau plus agrégé (domaine/ composante/volet). L'application Ruche ne permet pas non plus de faire un suivi d'exécution des résultats, mais plutôt un suivi par composante. Il serait également important que le logiciel fasse un suivi des résultats afin de parvenir à une gestion axée sur les résultats, véritable levier de pilotage.

Le taux d'exécution physique du PTBA 2019 au 30/09/19 est de % 43,16% avec des taux par composantes de 40,98% pour la composante 1 « Amélioration durable de la production agricole », 7,85% pour la composante 2 « Valorisation et mise en marché des produits agricoles », et 23,81% pour la composante 3 « Coordination, Suivi Evaluation et Gestion des Savoirs ». Il convient de noter que l'exécution physique du projet est également appréciée par rapport « au nombre de personnes touchées par le projet ». En 2019, cet indicateur affiche un taux de 100% (400 personnes touchées sur une cible prévue de 400%). Le niveau d'exécution physique des PTBA successifs depuis le début de l'exécution effective du projet est de 56% en 2016, 52% en 2017, 64% en 2018 et 43,16% au 30/09/19 en fin d'année 2019. Le taux d'exécution physique du PTBA pourrait à ce rythme atteindre plus de 70% reflétant une amélioration substantielle. Le taux global physique du projet cumulé au 30/9/2019 est de 60,45%. Ce taux, comparé avec le taux d'exécution financier global du Projet qui est de 58,62% au 30/09/19, permet de relever une différence d'environ 2 points. La différence entre le taux physique et financier s'explique par des avances payées à des prestataires qui n'ont pas encore entièrement justifiées.

Le maintien de ce progrès requiert toutefois une accélération de la mise en œuvre du volet infrastructures rurales (aménagements hydro agricoles, pistes, magasins de stockage, etc.), qui sont encore au stade de l'identification des sites, de la réalisation des études technique, et de la contractualisation avec les prestataires de services. Il faudra donc hâter la mise en œuvre du volet infrastructures rurales et effectuer un suivi rapproché de sa mise en œuvre.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Révision du PTBA 2019 pour prendre en compte les décisions de la restructuration Réviser le PTBA 2019 dans les logiciels RUCHE pour tenir comptes des décisions et les principales orientations de la restructuration du projet	Coord. / RSE / RAF	10/2019
Elaboration du PTBA 2020 et soumission au FIDA dans les délais Elaborer le PTBA 2020 sur la période de 12 mois, le soumettre à l'approbation du COP et à l'avis du FIDA	Coord. / RSE / RAF	11/2019
Paramétrage du logiciel comptable Insérer dans le logiciel comptable un plan d'action de mise en œuvre du Projet basé sur la désagrégation des domaines en activités, ce qui permettra d'élaborer les PTBA sur la base d'une liste prédéterminé et fixe d'activités codifiées sur lesquelles les dépenses pourront être imputées	Coord. / RSE / RAF	01/2020

Performance du système de suivi-évaluation

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

Le projet est doté d'un SSE opérationnel. Il dispose d'un manuel, d'un logiciel de suivi-évaluation, d'un cadre logique et d'un CMR actualisés. Deux études de référence (impacts socio-économiques et SYGRI) ont été réalisées. L'enquête SYGRI à mi-parcours a été réalisée. Le nouveau RSE a pris fonction en octobre 2018, entraînant des améliorations dans l'organisation de l'équipe de SSE.

En revanche, la collecte et la remontée des données sont tributaires des prestataires et comporte des insuffisances contrariant le pilotage du projet. La prise en compte des modifications de la restructuration n'est pas effective dans le logiciel. La réalisation de l'enquête rapide d'effets prévue depuis la RM accuse du retard en raison des lenteurs de la passation des marchés.

Évaluation du système de suivi-évaluation

Le système de suivi-évaluation (SSE) du Projet a souffert d'un manque de ressources humaines lié au départ du RSE et

aux vacances de postes qui se sont succédées au sein de l'équipe. Les CSE des antennes ont dû assurer de longs intérim sur d'autres fonctions. Le RSE a pris fonction en juillet 2018 ce qui a permis de mieux opérationnaliser le système.

Le projet est doté d'un SSE qui permet la collecte, l'analyse, et la diffusion des données et des informations sur l'état d'avancement de sa mise en œuvre et sa performance. Il dispose d'un Manuel et d'un logiciel de suivi-évaluation, ainsi qu'un cadre logique et un Cadre de Mesures de Rendement (CMR) actualisé et de bases de données mis à la disposition des prestataires (appuis conseil, appuis à la structuration, etc.). Deux études de référence (impacts socio-économiques et SYGRI) ont été réalisées et serviront de support pour mesurer les progrès du projet. L'enquête SYGRI à mi-parcours a été réalisée et les données d'impact sont disponibles.

Toutefois, la fonctionnalité du système n'est pas optimale. La remontée des données et des informations est donc tributaire des partenaires/prestataires de services (utilisation des outils de collecte des prestataires). L'examen des données collectées fait ressortir plusieurs incohérences, ce qui rend difficile leur exploitation et remet en cause leur fiabilité. Au regard de cette situation, des missions de supervision régulières devront être assurées pour vérifier la qualité des données fournies et garantir leur fiabilité.

L'application informatique de Suivi-évaluation a été mise à jour en 2017 et 2018, mais en 2019 des retards sont accusés. Le système n'effectue pas une analyse comparative systématique du suivi physique et du suivi financier et donc ne permet pas d'apprécier l'efficacité du projet et d'améliorer la prise de décision. L'harmonisation de la codification analytique avec le service administratif et financier n'a pas été finalisée pour permettre l'imputation des dépenses dans RUCHE. Le système ne permet pas non plus de faire un suivi de l'exécution par résultats (il fait plutôt un suivi par composante/domaine d'activités).

En 2020, le projet sera en année d'achèvement, il est donc important cette année de renseigner les indicateurs d'effets du projet. A mi-parcours seule l'enquête SYGRI a été réalisée. L'enquête rapide d'effets prévue en 2018 accuse du retard. Il faudra aussi collecter les données sur certaines thématiques pour apprécier les progrès et renseigner le cadre logique. L'UCP envisage de collecter cette année les données sur le taux d'adoption de l'appui conseil, l'évolution de la maturité des OPA, le niveau de reconstitution des fonds intrants, le niveau des productions et les volumes commercialisés. Des études pour apprécier les effets du projet sur les conditions de vie des femmes et des jeunes et la bancarisation des bénéficiaires sont aussi envisagés.

Dans le cadre de la préparation de la revue d'achèvement, il faudra aussi : (i) collecter les données et les résultats du projet et mettre à jour l'application informatique du suivi-évaluation, ainsi que la base de données des OPA et des microprojets financées; (ii) recruter des consultants pour conduire l'évaluation de la performance des prestataires de services, les enquêtes socioéconomique et SYGRI finales afin de capturer les effets et impacts du projet; (iii) programmer des mini-enquêtes pour évaluer le niveau de satisfaction des bénéficiaires; (iv) capitaliser les expériences et tirer les leçons du projet.

Ce volume d'activités et aussi la gestion de la base de données et la réalisation/pilotage des enquêtes spécifiques exige une bonne anticipation et programmation et une certaine rigueur au risque de contrarier le processus d'achèvement du projet.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Amélioration de la performance du SSE Mettre à la disposition des prestataires de services les outils de collecte contenu dans le manuel de suivi-évaluation (en simplifiant leur utilisation), mettre à jour le logiciel de suivi évaluation et effectuer le paramétrage pour permettre à RUCHE de faire une imputation des dépenses, un suivi des résultats et faire le cumul des réalisations, des cibles et le calcul du taux d'exécution physique global du projet	RSE/CSE	10/2018
Anticipation et planification des activités de suivi-évaluation Elaborer un plan de suivi-évaluation, assortie chronogramme qui sera soumis à un reportage bimensuel à transmettre au MINADER et au FIDA	Coord. / RSE	10/2019
Mesure des effets Accélérer la réalisation de l'enquête rapide d'effets afin de renseigner le cadre logique et de conserver une période suffisante entre cette enquête et l'enquête en fin de Projet.	RSE/CSE	11/2019

**Exigences des Procédures
d'évaluation sociale,
environnementale et climatique
(PESEC)**

Note:

d. Gestion et exécution financière

Taux de décaissement acceptable

Note: 2

Notation précédente: 2

Justification de la note

Le taux de décaissement consolidé du PROPACOM OUEST restructuré s'établit à 58,62 % au 30 septembre 2019 et le Projet attend le remboursement d'une demande d'un montant de 303 millions FCFA soumise au FIDA depuis le 19 septembre 2019. De plus, il est en train de préparer une demande de remboursement d'un montant de 336 millions FCFA. Le taux de décaissement des fonds FIDA (don et prêt compris) est de 61,64% et celui des fonds ASAP est de 66,67%. A 15 mois de la date d'achèvement, fixé le 31 décembre 2020, ces taux de décaissement sont moyennement satisfaisants. Les options retenues par la restructuration, notamment la revue à la baisse du volume des réalisations, devraient permettre d'accélérer l'exécution des activités et, par conséquent, les décaissements.

Principaux problèmes

La restructuration en cours du Projet a identifié les causes du retard des décaissements noté avant la restructuration. Parmi les causes identifiées, les plus critiques portent sur (i) la complexité de la stratégie d'intervention du PROPACOM OUEST qui est basée sur la formulation de micro-projets et le recours au crédit dans un contexte de reconstruction post-conflit pour les OPA de faible maturité et (ii) les retards dans les procédures de passation des marchés publics, surtout sur les volets équipements, aménagements hydroagricoles et changement climatique qui intègrent la catégorie « Génie Civil et Rural » qui représentait 48 % des fonds du prêt et du don du FIDA avant restructuration.

La mission n'a pas pu analyser les décaissements par catégorie de dépenses en DTS et l'exécution financière par composante en USD car elle n'a pas reçu le budget du PROPACOM OUEST restructuré par Catégorie en DTS et par Composante en USD

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Plan de trésorerie pour 2020 Élaborer, pour 2020, un plan de trésorerie en fixant des dates de décaissements basées sur des déclencheurs de décaissement (ordre de service pour une avance de démarrage, date de livraison pour le paiement des équipements ou intrants...).	Coordo. / RAF	12/2019

Aspects fiduciaires

Qualité de la gestion financière

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le système de gestion financière du PROPACOM OUEST est globalement adéquat. En effet, (i) le personnel dispose des capacités et de l'expérience appropriées pour assumer les fonctions de gestion financière, (ii) le budget est suivi dans le logiciel de comptabilité, (iii) des demandes de remboursement de fond sont régulièrement soumises au FIDA, (iv) la comptabilité est à jour au 30 septembre 2019, (v) le Manuel de Procédures Administratives, Financières et Comptables décrit les règles de gestion et les procédures d'exécution des activités administratives, comptables et financières et (vi) les états financiers sont soumis au FIDA dans les délais convenus.

Principaux problèmes

Organisation et Personnel. Le personnel dispose des capacités et de l'expérience appropriées pour assumer les fonctions de gestion financière, mais est insuffisant en nombre pour matériellement exécuter toutes les activités de gestion financière au regard du volume et du périmètre des activités du PROPACOM OUEST, et des exigences de documentation et de reporting de l'administration publique.

Budget. Le Manuel des Procédures Administratives, Financières et Comptables n'a pas défini (i) les délais d'exécution pour chaque activité de l'élaboration du budget, et (ii) les règles de gestion et la procédure pour expliquer les écarts budgétaires éventuels et prendre une action de correction, alors qu'un état d'exécution du budget est établi chaque mois.

Le budget 2019 (inclus dans le PTBA soumis au FIDA le 26 décembre 2018) d'un montant de 2,9 milliards FCFA (tous

financements) a été exécuté à **41,96 % au 30 septembre 2019**. Le budget 2018 d'un montant de 3,4 milliard FCFA a été exécuté à **71,95 % au 31 décembre 2018**. Au regard de ces taux d'exécution budgétaire en 2019 et 2018, le PROPACOM OUEST doit améliorer ses mécanismes de prévisions des activités et des décaissements pour rendre le budget plus réaliste.

Mobilisation et utilisation des fonds. Le PROPACOM OUEST soumet régulièrement des demandes de remboursement de fonds au FIDA.

La réconciliation mensuelle entre les transactions financières comptabilisées et les opérations passées dans les comptes bancaires devrait être visée par la Coordinatrice pour s'assurer qu'elle dispose de l'information sur une éventuelle anomalie, vu qu'elle engage et ordonne le paiement des dépenses.

La mission a effectué une **revue sur pièces** d'un échantillon de 30 % de transactions sur les dépenses demandées en remboursement (i) sur les fonds du FIDA (soit 395 millions FCFA sur 1,3 milliards FCFA) au titre des DRFs n°11 à 19 et (ii) sur les fonds ASAP (soit 22,6 millions FCFA sur 69 millions FCFA) au titre de la DRF n°7. Les principales conclusions de la revue sur pièces portent sur : l'existence des documents requis par les contrats pour le paiement non signés par les fournisseurs (rapport de démarrage, rapport provisoire...), l'absence de certification du service fait par les partenaires de PROPACOM OUEST des dépenses qu'ils ont exécutées dans le cadre des conventions qui les lient avec le Projet, l'existence de termes de référence non signés pour garantir leur authenticité, et l'existence de paiements effectués alors que le document utilisé pour le paiement est différent du document requis dans le contrat.

La mission a également visité 4 OPAs et la COOPEC de Man pour effectuer une **vérification physique** des réalisations attendues des contrats payés. Il en ressort, entre autres, que le PROPACOM OUEST ne s'assure pas systématiquement que les biens et les services acquis sont mis en état d'utilisation et sont utilisés par les bénéficiaires.

Les **fonds avancés aux partenaires** qui étaient de 597,6 millions FCFA au 31 décembre 2018 ont été justifié à hauteur de 223 millions FCFA de janvier à septembre 2019. Le PROPACOM OUEST attend des justifications de la part de UNACOOPEC, SODEXAM et BNETD.

Contrôle interne. Le PROPACOM OUEST dispose d'un état **desuivi des recommandations** formulées par les missions de revue du FIDA et l'audit. Cependant, les recommandations formulées à l'intention du PROPACOM OUEST par ses différents consultants d'assistance technique et ses prestataires ne sont pas intégrés dans l'état sus visé. Cette situation ne permet pas d'avoir une vue globale des toutes les possibilités d'améliorations de l'exécution du Projet.

Le PROPACOM OUEST fait le suivi des prises et des consommations de **carburant** qu'il achète pour plusieurs mois à l'aide d'un carnet de bord individuel pour chaque véhicule. Cependant, une réconciliation du volume de carburant acheté, des prises de carburant, et des justifications de l'utilisation du carburant pris n'est pas faite avant une nouvelle acquisition.

La PROPACOM OUEST n'applique pas systématiquement les règles de gestion du « MPAFC- ADM 7 – Missions » en matière de **rédaction et de diffusion de rapport de mission**. En effet le MPAFC- ADM 7 – Missions » prescrit que « au plus tard 72 heures ouvrables après le retour de la mission, le Chef de mission rédige un rapport de mission qu'il signe » et que « le Coordonnateur fait diffuser les rapports au RSE et aux Responsables Techniques ». La mission rappelle au PROPACOM OUEST que la rédaction et la diffusion des rapports de mission (mission de suivi, atelier, rencontre, formation...) est indispensable pour assurer une communication au personnel de l'état des réalisations obtenues et apprendre de l'expérience.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Creation d'un comité d'approbation dans le cadre des fonds intrants Instaurer un comité pluridisciplinaire et requérir l'ANO du FIDA sur sa composition, pour examiner et approuver les montants à octroyer à chaque bénéficiaire désigné par le CRC sur les fonds intrants.	COORDO/SFR	01/2018
Préparer une DRF sur le Prêt/Don FIDA et sur le Don ASAP	RAF/Comptable	06/2018
Acquérir une version multi sites permettant aux CAFM dans les antennes et aux Assistants Comptables au niveau de l'UCP de faire des saisies et au RAF d'avoir la possibilité d'exploiter la base de données comptable à partir de son poste.	Coordonnateur/RAF	06/2018

Installation UCP au niveau d'une antenne Après la clôture du projet PROPACOM, envisager la possibilité d'installer l'UCP à Man ou à Séguéla, avec une antenne dans l'autre localité.	COORDO/RAF	09/2018
Transmettre au FIDA le PTBA 2019 du PROPACOM OUEST au plus tard le 31/10/2018	RAF/Coordonnateur	10/2018
Carnets de bord véhicules Améliorer des carnets de bords des véhicules	RAF/ Comptable	11/2018
Système de Perdiem Retourner à l'ancien système de perdiem 30 000 CFA par jour du au non-respect des conditions contenues dans le memorandum.	FIDA, Gouvernement	11/2018
Dossiers relatifs aux missions du personnel. Traiter avec rigueur des dossiers relatif aux missions du personnel.	Coordonnateur, RAF	11/2018
Imputations a tort.de 38 406 402 CFA Régulariser le montant de 38 406 402 CFA des imputations a tort.	RAF / Comptable	11/2018
pièces justificatives des DRFs. Contrôler rigoureusement des pièces justificatives avant leur soumission en DRF.	RAF / Comptable	11/2018
Justificatifs des avances octroyées aux partenaires. Assurer la remontée dans les délais les justificatifs des avances octroyées aux partenaires.	RAF/CAFM	11/2018
Fiche de congés Renseigner les fiches de congés.	RAF / Comptable	11/2018
Dossiers du personnel Mettre à jour les dossiers du personnel.	RAF, Assistant Comptable	11/2018
Respect des procédures de gestion du carburant Respecter le manuel de procedure pour ce qui est de la gestion des cartes de carburant	Coordonnateur/RAF	03/2019
Pièces justificatiives des 15.5 Millions de CFA de carburant Produire les pièces justification des 15.5 Millions de CFA de carburant	RAF/comptable	03/2019

Pièces justifiant 53 075 980 CFA déjà présentés en remboursement. Produire les pièces justification des 53 075 980 CFA déjà présentés en remboursement.	RAF / Comptable	03/2019
Re-paramétrage de TOMPRO Re-paramétrer le tableau de bord Tom2 afin de produire l'exécution du PTBA en temps réel.	RAF / Comptable	03/2019
Responsable passation des marchés. Recruter un Responsable passation des marchés.	Coordonnateur, RAF	03/2019
Conformité aux règles de gestion du Manuel des Procédures en matière de rédaction et de diffusion des rapports de mission Assurer la conformité aux règles de gestion du Manuel des Procédures Administratives, Financières et Comptables (MPAFC) en matière de rédaction et de diffusion des rapports de mission	Coordonnatrice	10/2019
Gestion du carburant Réconcilier mensuellement le volume de carburant acheté, les prises de carburant, et l'objet de l'utilisation du carburant pris, avant une nouvelle acquisition	Coord./RAF	10/2019
Mise en place d'un outil de suivi consolidé de toutes les recommandations Mettre en place un outil de suivi consolidé de toutes les recommandations formulées à l'intention du PROPACOM OUEST quelle que soit la source, afin de s'assurer plus facilement de leur mise en œuvre	RAF	10/2019
Verifier la qualite et la quantite des biens et services livres avant paiement Assurer que (i) les biens et services, dont la livraison doit être faite directement aux bénéficiaires, sont livrés en quantité et en qualité avant le paiement, (ii) les biens et services, dont la livraison doit être faite à une entité autre que les bénéficiaires, sont effectivement remis aux bénéficiaires et mis en état d'utilisation	Coord./RAF	10/2019
Signature des rapprochements bancaires Signer (par la Coordinatrice) les états de réconciliation des opérations bancaires	Coordonnatrice	10/2019
Ajuster le montant des fonds avancés aux partenaires en cas de nouvelle convention Ajuster le montant des fonds avancés aux partenaires aux profil des besoins de trésorerie des activités des futures conventions et utiliser les possibilités de payer directement (méthode de paiement direct) les factures des entreprises avec lesquelles le partenaire a conclu un contrat dans le cadre de la convention	Coord./RAF	10/2019

Budget 2019 Élaborer un Budget 2019 réaliste pour en faire un outil efficace de prévisions des réalisations à produire pour les bénéficiaires, en tenant compte de l'expérience dans l'exécution des PTBA des années antérieures	Coord./RAF	10/2019
Renforcer l'equipe de gestion financiere par un personnel temporaire Faire assister l'équipe de gestion financière par des ressources humaines temporaires (stagiaire, consultant) pour les activités qui n'exigent pas une compétence technique élevée, au besoin	Coordonnatrice/RAF	11/2019
Definition des délais d'exécution pour chaque activite et regles de gestion et procédures d'explication des écarts budgétaireses Définir (i) les délais d'exécution pour chaque activité de l'élaboration du budget, et (ii) les règles de gestion et la procédure pour expliquer les écarts budgétaires éventuels et prendre une action de correction	Coord./RAF	12/2019
Corriger le PTBA 2018 révisé dans le logiciel comptable	RAF/Comptable	
Re-equilibrage taux d'execution "Inverser la tendance du projet par une hausse des taux d'exécution sur les composantes techniques et une baisse des dépenses sur la composante Coordination/Gestion. date limite immediat"	COORDO/RAF	
Affectation d'un caissier "Demander au Ministère des Finances de nommer un caissier qui sera affecté au PROPACOM-OUEST pour encaisser tous les chèques destinés aux paiements en espèces pour les ateliers et les menues dépenses. date limite immediat"	COORDO / AC/ MINADER	
Gestion des fonds versés aux partenaires "Appliquer les modalités suivantes pour la gestion des fonds versés aux partenaires : double signature sur un compte bancaire dédié aux fonds FIDA, un des signataires devant être le responsable du programme financé par le PROPACOM-OUEST ; Plafonner à 100.000 F la dépense maximale payable par caisse par les partenaires qui gèrent les fonds FIDA ; Veiller au respect des envois des rapports financiers mensuels ou trimestriels par les partenaires ; Effectuer des visites mensuelles ou trimestrielles, selon le niveau de fonds gérés par le partenaire pour examiner les pièces en vue de la validation ou non des rapports financiers. date limite immediat"	RAF	
Classement contrats "Classer l'exemplaire original du contrat OP/Antenne/IF avec les ordres de paiement en sus des listes de bénéficiaires et des montants correspondants date limite immediat"	COPA/SFR	

Convention BNETD "Corriger, dans l'avenant de la convention avec le BNETD, les libellés des rubriques correspondant aux budgets de 32 000 000 F et 134 880 000 F en faisant la répartition entre les honoraires et les frais de gestion sur les travaux pour PROPACOM Ouest. date limite immediat"	COORDO/RAF	
Assurer que les bénéficiaires ne signent l'ordre de paiement qu'au moment de la réception des intrants chimiques à leur niveau.	COORDO/SFR	
Budget UNACOOPEC 2 "Préciser le contenu du rapport financier mensuel à fournir par l'UNACOOPEC, y compris la production de l'état de rapprochement du compte dédié accompagné du relevé bancaire. date limite immediat"	SFR/RAF	
Gestion du compte d'opération "Adresser un courrier à la BNI indiquant que dorénavant, les Bordereaux de confirmation des paiements (chèques et virements) seront signés conjointement par l'AC et le Coordonnateur, dans l'attente d'une solution durable en cours de discussion avec les ministères concernés. En cas d'absence du coordonnateur, la co-signature du bordereau de confirmation sera faite par le RAF. date limite immediat"	COORDO/AC	
Convention SODEXAM "SODEXAM doit accélérer la mise en œuvre de la convention signée avec le Projet et mettre en œuvre les recommandations de la mission précédente relative à la gestion des fonds versés par le projet date limite immediat"	COORDO/RAF	
Budget UNACOOPEC Redéfinir le budget afférent aux 452 millions versés à l'UNACOOPEC afin de l'ajuster à un calendrier d'exécution basé sur la réalité des besoins des campagnes de 2017 à 2019. date limite immediat	COORDO/SFR	
Ecritures comptables relatives aux DPD "Corriger les écritures comptables relatives aux avances pour les DPD afin de les imputer à des comptes de tiers et pour permettre une meilleure appréciation du taux de réalisation financière basée sur les réceptions et facturations. date limite immediat et continu"	RAF/ CPT (Comptable)	

Qualité et ponctualité des audits

Note: 4

Notation précédente: 5

Justification de la note

Le rapport a été reçu à temps, la qualité des états financiers est modérément satisfaisante et les contrôles faits par l'auditeur sur le fonctionnement du système de contrôle interne n'ont pas relevé des faiblesses majeures.

Principaux problèmes

Parmi les recommandations principales formulées par l'auditeur au niveau de contrôle interne on peut citer:

xiger la production régulière des rapports d'activité et financiers dans le cadre de la convention avec le UNACOOPEC-CI;

aciliter la tenue de la comptabilité au niveau des antennes

eclasser les équipements (véhicules et matériels informatiques) mis a la disposition des partenaires dans les immobilisations du PROPACOM-ouest pour assurer leur suivi;

onvoquer régulièrement les réunions du COP;

ssurer un suivi de la consommation de toutes les cartes carburant

Fonds de contrepartie

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

Au 30 septembre 2019, la contribution du gouvernement au financement du Projet restructuré, évaluée à 3,7 milliards \$US soit 17,7% du coût total, a été mobilisé à 46 % au 30/9/2019. Au titre de l'exercice 2019, le Gouvernement a versé au PROPACOM OUEST un montant de 146 millions FCFA sur la dotation de 158.097.218 FCFA, au 30 septembre 2019.

Principaux problèmes

Le PROPACOM OUEST comptabilise les montants des taxes exonérés en tant que contribution de l'État au financement du Projet, mais n'a pas encore évalué les contributions en nature de l'État (électricité, terrain...).

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Contributions des bénéficiaires Évaluer et comptabiliser systématiquement les contributions des bénéficiaires	RAF/CAFM	03/2019
Utilisation des fonds reçus dans le compte de contrepartie Vérifier l'utilisation des fonds reçus dans le compte de contrepartie totalisant XOF 100 millions inscrits dans le budget de l'Etat.	RAF/ Auditeur Externe	06/2019
Valoriser les contributions en nature de l'État Valoriser les contributions en nature de l'État (électricité, eau, terrain...) avant arrêté des états financiers 2019.	Coord./RAF	12/2019

Conformité avec les clauses des prêts

Note: 3

Notation précédente: 3

Justification de la note

Le projet n'a pas mis en œuvre la recommandation de la revue à mi-parcours portant sur la soumission du PTBA 2019 au FIDA dans les délais convenus dans l'accord de financement, soit au plus le 30 octobre 2019. De plus la mission n'a pas reçu les documents justifiant que le COP se réunit deux fois par an en session ordinaire et assume les fonctions qui lui sont assignées dans l'accord de financement : (i) approuver les rapports annuels d'exécution, (ii) examiner et approuve les rapports d'audit et (iii) vérifier l'application des recommandations issues des rapports d'audit et des missions de supervision.

Principaux problèmes

Conformément à l'accord de financement, l'Emprunteur doit soumettre le PTBA de l'année « N » au FIDA pour non objection au plus tard 60 jours avant la fin de l'année « N-1 ». Le PTBA 2019 du PROPACOM Ouest a été soumis à

l'ANO du FIDA le 26 décembre 2018.

Par ailleurs l'accord de financement assigne des fonctions d'orientation et de supervision de l'exécution du projet qui sont essentiellement au traitement rapide des difficultés dans la mise en œuvre.

Conformément à l'accord de financement, l'Emprunteur doit soumettre le PTBA de l'année « N » au FIDA pour non objection au plus tard 60 jours avant la fin de l'année « N-1 ». Le PTBA 2019 du PROPACOM-Ouest a été soumis à l'ANO du FIDA le 26 décembre 2018.

Par ailleurs l'accord de financement assigne des fonctions d'orientation et de supervision de l'exécution du projet qui sont essentiellement au traitement rapide des difficultés dans la mise en œuvre.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Comité de Pilotage Assurer les fonctions assignées au COP dans l'accord de financement	COP	10/2019
Transmission du PTBA Transmettre au FIDA le PTBA 2020 du PROPACOM OUEST le 30/11/2019	Cood/RAF/RSE	11/2019

Évaluation de la passation des marchés

Passation des marchés

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

La passation des marchés du Projet est globalement conforme pour l'essentiel, le PPM utilisé n'est pas totalement adapté et le pourcentage de réalisation est de l'ordre de 29,62%. La qualité des dossiers est acceptable globalement mais doit être améliorée surtout au niveau des services de consultant. Ces améliorations devront portées sur : (i) l'utilisation de documents types appropriés ; (ii) demande de non objection préalable sur le rapport d'analyse des offres techniques sur les marchés de revue à priori avant ouverture des offres financières ; (iii) respect de l'esprit du mode de sélection choisi ainsi que des critères de sélection ; (iv) non-exécution des marchés de fournitures avant approbation. La qualité des dossiers et la mise en œuvre du PPM est jugé modérément satisfaisante.

Évaluation de la passation des marchés

Le PPM 2019 : Le projet utilise un modèle de PPM acceptable mais qui ne permet pas un suivi et une évaluation de l'état d'avancement du processus par activité planifiée. Toutefois, de l'analyse du PPM 2019, il ressort que sur un total de 27 marchés prévus toutes catégories confondues, 8 marchés ont été exécutés soit un pourcentage d'exécution de 29,62% à la date de la mission de supervision d'octobre 2019, 14 sont en cours de passation plus ou moins avancée et 3 non encore entamés. (Voir détails en annexe).

Pour les marchés passés au niveau du BNETD, une situation des marchés de travaux en chemin critique a été établit et un plan d'action détaillé a été proposé et validé par les différentes parties (voir en annexe).

Pour les besoins d'amélioration, la mission a donné un modèle plus adapté de PPM qui permettra de résoudre le problème de suivi au quotidien de l'état d'avancement du processus par activité. La mission juge l'efficacité de la mise en œuvre du PPM 2019 (PROPACOM Ouest & BNETD) et la qualité du PPM de **plutôt insatisfaisant**.

Revue des marchés/contrats : La mission a passé en revue un échantillon représentatif de marchés/contrats dont la liste est jointe en annexe et a formulé globalement, les commentaires et recommandations suivants : (voir en annexe, les fiches d'évaluations des marchés par catégorie).

Appropriation des documents types. La mission note l'appropriation de certains documents types par le personnel du Projet en charge de la passation des marchés. Toutefois, en ce qui concerne les services de consultants, la mission recommande l'utilisation du modèle de Demande de Proposition (DP) approprié disponible sur le site de l'ARMP. Aspect jugé par la mission comme **Modérément satisfaisant**.

Qualité des dossiers. La qualité des dossiers passés en revue est dans l'ensemble acceptable. Toutefois, une amélioration doit être apportée surtout au niveau des services de consultant (Voir fiches d'évaluation et rapport en annexe). La mission juge la qualité des dossiers **de modérément satisfaisante**

Respect des dispositions de l'Accord de Prêt et de la réglementation nationale. Le constat général révèle une

certaines applications des différentes dispositions en matière de passation des marchés. Toutefois, une amélioration doit être apportée dans la conduite du processus en termes de respect des étapes et des critères d'évaluation énoncés aux dossiers de consultations. La mission rappelle que tous les marchés sur entente directe doivent faire l'objet de NO préalable du FIDA.

Conformité des dossiers sur la forme et dans le fonds. La mission note une conformité pour l'essentiel du processus sur la forme et dans le fonds sous réserve des remarques énoncées ci-dessus. La mission encourage le projet pour la mise en œuvre des améliorations suggérées comme recommandations. Aspect jugé de **modérément satisfaisant**.

Gestion des contrats : Les paiements effectués sont en conformité aux modalités de paiements indiquées dans les contrats. La mission se félicite de cet état de fait et encourage le programme à continuer cette pratique. Aspect jugé par la mission comme **Modérément satisfaisant**.

Registre des contrats. La mission a noté que deux types de registres de contrats sont tenus au niveau du projet le formulaire conforme au modèle C10 existe au niveau du RAF et est déjà paramétré au niveau du logiciel de gestion TOMMARCHE. La mission s'en félicite et recommande d'initier en urgence une formation du nouveau SPM pour l'enregistrement des engagements au niveau du logiciel pour la génération automatique du formulaire à partir du système.

<i>Action convenue</i>	<i>Responsabilité</i>	<i>Date convenue</i>
Services d'entretien et fourniture de bureau Faire figurer dans le PPM tous les contrats d'entretien des véhicules, du parc informatique et de fourniture de bureau.	RAF	10/2019
Modèle de PPM Modèle de PPM Utiliser le modèle de PPM proposé par la mission et remettre les activités prévues en 2020 sur ce format afin de permettre une meilleure lisibilité et suivi de l'exécution des marchés en termes de planification	Consultant MP	11/2019

e. Indicateurs clés en matière de supervision et d'appui à l'exécution

Probabilité d'atteindre l'objectif de développement

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

Le projet a restructuré et la mise en œuvre va mieux. Les objectifs restructurés ont une chance d'être atteints.

Évaluation de la performance globale de l'exécution

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

Suite à la restructuration, le projet se focalise sur les activités qui peuvent être réalisées. Donc, la performance globale du projet pourrait être atteinte.

F. Actions convenues

<i>Action convenue</i>	<i>Responsabilité</i>	<i>Date convenue</i>
Vue d'ensemble et avancement du projet		

Exécution des travaux d'aménagement Améliorer la méthode d'exécution des travaux en adoptant au niveau de chaque site un aménagement progressif par module de l'amont vers l'aval Immédiate et continue	Consultant GR/UCP	10/2019
Mise en demeure des entreprises de travaux Concernant les marchés en retard d'exécution, mettre en demeure les entreprises pour renforcer leurs chantiers en moyens matériels et humains adéquats sur la base de plannings détaillés et objectifs permettant de terminer les travaux au plus tard en Décembre 2019. Immédiate	Coord. /Consultant GR Immédiat	10/2019
Gestion des aménagements Assurer l'encadrement des comités des gestion des aménagements et membres d'OPA pour l'exécution des travaux terminaux à leur charge immédiate et continue	Consultant GR/UCP	10/2019
Contrôle et supervision des travaux Renforcer la méthode d'intervention au niveau du contrôle/supervision des travaux en : * Instaurant des réunions de supervision mensuelle des chantiers regroupant tous les acteurs (entreprises, BNETD, UCP, CGA/OPA) ; * Associant les représentants des CGA aux réunions de chantier et de supervision afin de les responsabiliser et de renforcer leur capacité de maîtrise d'ouvrage	Coord. /Consultant GR	10/2019
Sécurité sanitaire des aliments Former les comités de gestion des équipements et les utilisateurs aux Bonnes Pratiques d'Hygiène (BPH) basées sur les principes de la méthode HACCP	CPA	11/2019
Logiciel de crédit et formation Assurer l'installation du logiciel de gestion de crédits et la formation pour son utilisation	RSE	12/2019
Filière Manioc : Appui à la commercialisation Filière Manioc : Appui à la commercialisation - Accélérer le renforcement des capacités des comités de commercialisation en entrepreneuriat (qui inclut un volet commercialisation) par les opérateurs d'appui et mettre en place dans chaque OPA une stratégie marketing - Organiser un atelier de mise en relation entre les OPA producteur de manioc et les bénéficiaires des équipements de transformation de manioc	CPA	12/2019

Gestion des sites aménagés Déployer l'ingénierie sociale (sensibilisation, animation, implication, responsabilisation), en vue d'une meilleure appropriation des sites aménagés en cours	CPA/UCP	12/2020
Mis en relation des OPA avec l'IMF partenaire Mis en relation des OPA avec l'IMF partenaire Améliorer le dialogue entre les OPA et l'UNACOOPEC afin de connaître le niveau de reconstitution des fonds et les possibilités de financement des demandes courantes et ultérieures des OPA Immédiate et continue	CPA/RSE/CSE	12/2020
Professionnalisation des OPA Mettre les OPA dynamiques en lien avec les centres de gestion agréés (CGA) mis en place par l'Etat pour aider les microentreprises dans l'accompagnement de leur comptabilité	CPA/UCP	12/2020
Efficacité en matière de développement		
Recrutement des prestataires et entreprises de travaux Accélérer le recrutement des prestataires en charge de : (i) la formation en alphabétisation ; (ii) la construction des infrastructures marchandes ; (iii) la réhabilitation des pistes rurales ; et (iv) l'aménagement des sites maraîchers au système californien	ConsulentPM/UCP	10/2019
Point focal genre Désigner au sein de l'UCP un point focal genre et définir avec précision son rôle et ses responsabilités	Coordo\	10/2019
Appropriation des données du projet et relais endogènes Renforcer l'appui conseil et l'appui structuration aux OPA pour l'appropriation des données économiques (production, commercialisation, crédits, reconstitution des intrants), de la maturité des OPA et la formation des relais endogènes	CPA	10/2019
Actualisation de la planification des travaux d'aménagement Faire en lien avec le BNETD une planification actualisée pour que toutes les activités d'aménagement soient achevées au plus tard 30/11/2020 ;	Consultant GR/UCP	10/2019
Installation des stations agro météorologiques Diligenter la livraison et l'installation des 12 stations agro-météorologiques commandées auprès de l'UNOPS	Coord/ RAF	11/2019
Réhabilitation de la piste du site de Bobi Faire un DAO et envisager une procédure simplifiée de passation de marché pour la réalisation en priorité des 7 km de pistes d'accès au site du barrage	Consultant GR	11/2019

Evaluation des prestations du MINEF (Projet Flanc des Montagnes et Projet Muraille Verte) Recruter un expert international pour évaluer les activités effectivement réalisées dans le cadre des projets Flanc des Montagnes et Muraille Verte	Coord/RSE	12/2019
Finalisation des études et dossiers d'appel d'offres ouvert Faire un suivi rapproché pour finalisation par le BNETD des études EIES, des études géotechniques et les études de conception détaillée du barrage de Bobi et aménagements connexes et réviser le DAO	Consultant GR/UCP	01/2020
Inclusion des jeunes Désagréger les données du projet par âge en vue d'assurer un meilleur suivi des actions du projet en faveur des jeunes	RSE	12/2020
Qualité des engrais utilisés après la reconstitution Evaluer la qualité des engrais utilisés par les OPA à la reconstitution conformément aux formulations spécifiques exigées par chaque culture promue	CPA/RSE/CSE	12/2020
Performance et stratégie de reconstitution Sensibiliser les OPA sur la reconstitution des fonds intrants et s'assurer du dépôt des fonds reconstitués sur le compte des OPA	CPA/RSE	12/2020
Suivi de l'utilisation des pluviomètres Assurer le suivi et l'accompagnement des OPA dans l'utilisation des pluviomètres	CPA	12/2020
Mise en relations avec le secteur privé Favoriser la mise en relation et la contractualisation entre l'entreprise privée SANGAMI et les OPA de production de manioc bénéficiaires du projet	CPA Man	12/2020
Durabilité et transposition à plus grande échelle		
Plan d'action et suivi des contrats de prestations S'assurer qu'un plan d'action assortie d'un budget soit transis par les prestataires de services au projet et sur la base de ce plan produire des outils de collecte de données et le suivi de la mise en œuvre de réalisations	ConsultantPM/RSE	10/2019
Mise en oeuvre de la stratégie de sortie Nommer un point focal au sein de l'UCP pour suivre la mise en œuvre du plan de stratégie de sortie	Coord.	11/2019

Garantie des crédits Organiser et participer aux rencontres de la COOPEC avec les OPA bénéficiaires pour les informer sur le processus de nantissement pour les équipements ; et s'assurer de l'effectivité du nantissement des équipements	Coord/CPA	12/2019
Durabilité de l'alphabétisation et de l'accès aux crédits S'assurer dans le cadre de la stratégie de sortie, le transfert progressif du programme d'alphabétisation à la DAENF et sensibiliser les OPA à l'épargne et à la reconstitution des fonds intrants dans leurs comptes bancaires, ceci pour établir la confiance entre celles-ci et l'UNACOOPEC	Coord	12/2020
Gestion du projet		
Amélioration de la performance du SSE Mettre à la disposition des prestataires de services les outils de collecte contenu dans le manuel de suivi-évaluation (en simplifiant leur utilisation), mettre à jour le logiciel de suivi évaluation et effectuer le paramétrage pour permettre à RUCHE de faire une imputation des dépenses, un suivi des résultats et faire le cumul des réalisations, des cibles et le calcul du taux d'exécution physique global du projet	RSE/CSE	10/2018
Répartition des tâches en les membres de l'Equipe Faire appel, dans la mesure du possible, pour combler les vacances des postes supprimés, à des ressources extérieurs (consultants, experts des Ministères impliqués, etc.), ceci pour éviter une surcharge de travail et éparpillement des membres de l'UCP	Coord	10/2019
Révision du PTBA 2019 pour prendre en compte les décisions de la restructuration Réviser le PTBA 2019 dans les logiciels RUCHE pour tenir comptes des décisions et les principales orientations de la restructuration du projet	Coord. / RSE / RAF	10/2019
Anticipation et planification des activités de suivi-évaluation Elaborer un plan de suivi-évaluation, assortie chronogramme qui sera soumis à un reportage bimensuel à transmettre au MINADER et au FIDA	Coord. / RSE	10/2019
Plan d'action pour la capitalisation Finalisation d'un plan d'action pour la diffusion des fiches de capitalisation	UCP	11/2019
Elaboration du PTBA 2020 et soumission au FIDA dans les délais Elaborer le PTBA 2020 sur la période de 12 mois, le soumettre à l'approbation du COP et à l'avis du FIDA	Coord. / RSE / RAF	11/2019

Mesure des effets Accélérer la réalisation de l'enquête rapide d'effets afin de renseigner le cadre logique et de conserver une période suffisante entre cette enquête et l'enquête en fin de Projet.	RSE/CSE	11/2019
Paramétrage du logiciel comptable Insérer dans le logiciel comptable un plan d'action de mise en œuvre du Projet basé sur la désagrégation des domaines en activités, ce qui permettra d'élaborer les PTBA sur la base d'une liste prédéterminé et fixe d'activités codifiées sur lesquelles les dépenses pourront être imputées	Coord. / RSE / RAF	01/2020
Gestion et exécution financière		
Creation d'un comité d'approbation dans le cadre des fonds intrants Instaurer un comité pluridisciplinaire et requérir l'ANO du FIDA sur sa composition, pour examiner et approuver les montants à octroyer à chaque bénéficiaire désigné par le CRC sur les fonds intrants.	COORDO/SFR	01/2018
Préparer une DRF sur le Prêt/Don FIDA et sur le Don ASAP	RAF/Comptable	06/2018
Acquérir une version multi sites permettant aux CAFM dans les antennes et aux Assistants Comptables au niveau de l'UCP de faire des saisies et au RAF d'avoir la possibilité d'exploiter la base de données comptable à partir de son poste.	Coordonnateur/RAF	06/2018
Installation UCP au niveau d'une antenne Après la clôture du projet PROPACOM, envisager la possibilité d'installer l'UCP à Man ou à Séguéla, avec une antenne dans l'autre localité.	COORDO/RAF	09/2018
Transmettre au FIDA le PTBA 2019 du PROPACOM OUEST au plus tard le 31/10/2018	RAF/Coordonnateur	10/2018
Carnets de bord véhicules Améliorer des carnets de bords des véhicules	RAF/ Comptable	11/2018
Système de Perdiem Retourner à l'ancien système de perdiem 30 000 CFA par jour du au non-respect des conditions contenues dans le memorandum.	FIDA, Gouvernement	11/2018
Dossiers relatifs aux missions du personnel. Traiter avec rigueur des dossiers relatif aux missions du personnel.	Coordonnateur, RAF	11/2018
Imputations a tort.de 38 406 402 CFA Régulariser le montant de 38 406 402 CFA des imputations a tort.	RAF / Comptable	11/2018

pièces justificatives des DRFs. Contrôler rigoureusement des pièces justificatives avant leur soumission en DRF.	RAF / Comptable	11/2018
Justificatifs des avances octroyées aux partenaires. Assurer la remontée dans les délais les justificatifs des avances octroyées aux partenaires.	RAF/CAFM	11/2018
Fiche de congés Renseigner les fiches de congés.	RAF / Comptable	11/2018
Dossiers du personnel Mettre à jour les dossiers du personnel.	RAF, Assistant Comptable	11/2018
Contributions des bénéficiaires Évaluer et comptabiliser systématiquement les contributions des bénéficiaires	RAF/CAFM	03/2019
Respect des procédures de gestion du carburant Respecter le manuel de procedure pour ce qui est de la gestion des cartes de carburant	Coordonnateur/RAF	03/2019
Pièces justificatiives des 15.5 Millions de CFA de carburant Produire les pièces justification des 15.5 Millions de CFA de carburant	RAF/comptable	03/2019
Pièces justifiant 53 075 980 CFA déjà présentés en remboursement. Produire les pièces justification des 53 075 980 CFA déjà présentés en remboursement.	RAF / Comptable	03/2019
Re-paramétrage de TOMPRO Re-paramétrer le tableau de bord Tom2 afin de produire l'exécution du PTBA en temps réel.	RAF / Comptable	03/2019
Responsable passation des marchés. Recruter un Responsable passation des marchés.	Coordonnateur, RAF	03/2019
Utilisation des fonds reçus dans le compte de contrepartie Vérifier l'utilisation des fonds reçus dans le compte de contrepartie totalisant XOF 100 millions inscrits dans le budget de l'Etat.	RAF/ Auditeur Externe	06/2019
Services d'entretien et fourniture de bureau Faire figurer dans le PPM tous les contrats d'entretien des véhicules, du parc informatique et de fourniture de bureau.	RAF	10/2019

Comité de Pilotage Assurer les fonctions assignées au COP dans l'accord de financement	COP	10/2019
Conformité aux règles de gestion du Manuel des Procédures en matière de rédaction et de diffusion des rapports de mission Assurer la conformité aux règles de gestion du Manuel des Procédures Administratives, Financières et Comptables (MPAFC) en matière de rédaction et de diffusion des rapports de mission	Coordonnatrice	10/2019
Gestion du carburant Réconcilier mensuellement le volume de carburant acheté, les prises de carburant, et l'objet de l'utilisation du carburant pris, avant une nouvelle acquisition	Coord./RAF	10/2019
Mise en place d'un outil de suivi consolidé de toutes les recommandations Mettre en place un outil de suivi consolidé de toutes les recommandations formulées à l'intention du PROPACOM OUEST quelle que soit la source, afin de s'assurer plus facilement de leur mise en œuvre	RAF	10/2019
Vérifier la qualité et la quantité des biens et services livrés avant paiement Assurer que (i) les biens et services, dont la livraison doit être faite directement aux bénéficiaires, sont livrés en quantité et en qualité avant le paiement, (ii) les biens et services, dont la livraison doit être faite à une entité autre que les bénéficiaires, sont effectivement remis aux bénéficiaires et mis en état d'utilisation	Coord./RAF	10/2019
Signature des rapprochements bancaires Signer (par la Coordonnatrice) les états de réconciliation des opérations bancaires	Coordonnatrice	10/2019
Ajuster le montant des fonds avancés aux partenaires en cas de nouvelle convention Ajuster le montant des fonds avancés aux partenaires aux profil des besoins de trésorerie des activités des futures conventions et utiliser les possibilités de payer directement (méthode de paiement direct) les factures des entreprises avec lesquelles le partenaire a conclu un contrat dans le cadre de la convention	Coord./RAF	10/2019
Budget 2019 Élaborer un Budget 2019 réaliste pour en faire un outil efficace de prévisions des réalisations à produire pour les bénéficiaires, en tenant compte de l'expérience dans l'exécution des PTBA des années antérieures	Coord./RAF	10/2019

Modèle de PPM Modèle de PPM Utiliser le modèle de PPM proposé par la mission et remettre les activités prévues en 2020 sur ce format afin de permettre une meilleure lisibilité et suivi de l'exécution des marchés en termes de planification	Consultant MP	11/2019
Transmission du PTBA Transmettre au FIDA le PTBA 2020 du PROPACOM OUEST le 30/11/2019	Cood/RAF/RSE	11/2019
Renforcer l'equipe de gestion financiere par un personnel temporaire Faire assister l'équipe de gestion financière par des ressources humaines temporaires (stagiaire, consultant) pour les activités qui n'exigent pas une compétence technique élevée, au besoin	Coordonnatrice/RAF	11/2019
Plan de trésorerie pour 2020 Élaborer, pour 2020, un plan de trésorerie en fixant des dates de décaissements basées sur des déclencheurs de décaissement (ordre de service pour une avance de démarrage, date de livraison pour le paiement des équipements ou intrants...).	Coordo. / RAF	12/2019
Valoriser les contributions en nature de l'État Valoriser les contributions en nature de l'État (électricité, eau, terrain...) avant arrêté des états financiers 2019.	Coord./RAF	12/2019
Definition des délais d'exécution pour chaque activite et regles de gestion et procédures d'explication des écarts budgétaires Définir (i) les délais d'exécution pour chaque activité de l'élaboration du budget, et (ii) les règles de gestion et la procédure pour expliquer les écarts budgétaires éventuels et prendre une action de correction	Coord./RAF	12/2019
Corriger le PTBA 2018 révisé dans le logiciel comptable	RAF/Comptable	
Re-equilibrage taux d'execution "Inverser la tendance du projet par une hausse des taux d'exécution sur les composantes techniques et une baisse des dépenses sur la composante Coordination/Gestion. date limite immediat"	COORDO/RAF	
Affectation d'un caissier "Demander au Ministère des Finances de nommer un caissier qui sera affecté au PROPACOM-OUEST pour encaisser tous les chèques destinés aux paiements en espèces pour les ateliers et les menues dépenses. date limite immediat"	COORDO / AC/ MINADER	

Gestion des fonds versés aux partenaires "Appliquer les modalités suivantes pour la gestion des fonds versés aux partenaires : double signature sur un compte bancaire dédié aux fonds FIDA, un des signataires devant être le responsable du programme financé par le PROPACOM-OUEST ; Plafonner à 100.000 F la dépense maximale payable par caisse par les partenaires qui gèrent les fonds FIDA ; Veiller au respect des envois des rapports financiers mensuels ou trimestriels par les partenaires ; Effectuer des visites mensuelles ou trimestrielles, selon le niveau de fonds gérés par le partenaire pour examiner les pièces en vue de la validation ou non des rapports financiers. date limite immédiat"	RAF	
Classement contrats "Classer l'exemplaire original du contrat OP/Antenne/IF avec les ordres de paiement en sus des listes de bénéficiaires et des montants correspondants date limite immédiat"	COPA/SFR	
Convention BNETD "Corriger, dans l'avenant de la convention avec le BNETD, les libellés des rubriques correspondant aux budgets de 32 000 000 F et 134 880 000 F en faisant la répartition entre les honoraires et les frais de gestion sur les travaux pour PROPACOM Ouest. date limite immédiat"	COORDO/RAF	
Assurer que les bénéficiaires ne signent l'ordre de paiement qu'au moment de la réception des intrants chimiques à leur niveau.	COORDO/SFR	
Budget UNACOOPEC 2 "Préciser le contenu du rapport financier mensuel à fournir par l'UNACOOPEC, y compris la production de l'état de rapprochement du compte dédié accompagné du relevé bancaire. date limite immédiat"	SFR/RAF	
Gestion du compte d'opération "Adresser un courrier à la BNI indiquant que dorénavant, les Bordereaux de confirmation des paiements (chèques et virements) seront signés conjointement par l'AC et le Coordonnateur, dans l'attente d'une solution durable en cours de discussion avec les ministères concernés. En cas d'absence du coordonnateur, la co-signature du bordereau de confirmation sera faite par le RAF. date limite immédiat"	COORDO/AC	
Convention SODEXAM "SODEXAM doit accélérer la mise en œuvre de la convention signée avec le Projet et mettre en œuvre les recommandations de la mission précédente relative à la gestion des fonds versés par le projet date limite immédiat"	COORDO/RAF	

Budget UNACOOPEC Redéfinir le budget afférent aux 452 millions versés à l'UNACOOPEC afin de l'ajuster à un calendrier d'exécution basé sur la réalité des besoins des campagnes de 2017 à 2019. date limite immédiat	COORDO/SFR	
Ecritures comptables relatives aux DPD "Corriger les écritures comptables relatives aux avances pour les DPD afin de les imputer à des comptes de tiers et pour permettre une meilleure appréciation du taux de réalisation financière basée sur les réceptions et facturations. date limite immédiat et continu"	RAF/ CPT (Comptable)	

Support to Agricultural Production and Marketing Project-Western Expansion

Cadre logique

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Portée	1.b Estimation correspondante du nombre total des membres des ménages										Stabilité socio-économique du pays
	Membres des ménages		8 813	79 800	4 977	44 345	55.6				
	1.a Nombre correspondant de ménages touchés							enquête SYGRI, SE du PNIA, rapport évaluation impact mi parcours et fin projet, statistiques nationales			
	Ménages	0	1 259	11 400	711	6 335	55.6				
	1 Nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet							enquête SYGRI, SE du PNIA, rapport évaluation impact mi parcours et fin projet, statistiques nationales			
	Femmes	0		4 788	426.6	3 294.6	68.8				
	Hommes	0		6 612	284.4	3 217.4	48.7				
	Nombre total de personnes bénéficiant de services			11 400	711	6 512	57.1				
	Membres des ménages de petits exploitants pauvres ayant reçu un appui pour faire face aux effets du changement climatique										
	Femmes			10 725							
	Hommes			14 811							
	Membres des ménages			25 536							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Objectif du projet Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions de Tonkpi, Kabadougou, Folon, Bafing, Worodougou et Bere	Insuffisance pondérale							enquêtes de référence, ENV, Enquêtes PAM/UNICEF/PNUD, statistiques nationales			
	Garçons	8	6								
	Filles	6	5								
	Malnutrition chronique							enquêtes de référence, ENV, Enquêtes PAM/UNICEF/PNUD, statistiques nationales			
	Garçons	44	39								
	Filles	39	37								
	Malnutrition sévère ou aigue							enquêtes de référence, ENV, Enquêtes PAM/UNICEF/PNUD, statistiques nationales			
	Garçons	18	18								
	Filles	17	16								
	Indice d'accumulation des biens des ménages							enquêtes de référence, ENV, Enquêtes PAM/UNICEF/PNUD, statistiques nationales			
	Femmes chefs des ménages les plus pauvres	13	21								
	Femmes chefs des ménages pauvres	9	17								
	Femmes chefs des ménages moyennement pauvres	8	9								
	Femmes chefs des ménages riches	11	6								

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Femmes chefs des ménages très riches	4	3								
	Personnes entre 15 et 24 ans sachant lire							enquêtes de référence, ENV, Enquêtes PAM/UNICEF/PNUD, statistiques nationales			
	Hommes	37	23								
	Femmes	17	11								
	Ménages souffrant de disette							enquêtes de référence, ENV, Enquêtes PAM/UNICEF/PNUD, statistiques nationales			
	Première disette	92	91								
	Deuxième disette	1	0.2								
	Ménages ayant accès à l'eau potable							enquêtes de référence, ENV, Enquêtes PAM/UNICEF/PNUD, statistiques nationales			
	Households	75	70								
	Ménages ayant accès à des moyens d'assainissement sûrs							enquêtes de référence, ENV, Enquêtes PAM/UNICEF/PNUD, statistiques nationales			
	Households	1	3								
	Taux d'alphabétisation							enquêtes de référence, ENV, Enquêtes PAM/UNICEF/PNUD, statistiques nationales			
	Hommes	32	10								
	Femmes	14	4								

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Objectif de développement Contribuer à améliorer durablement la sécurité alimentaire et le revenu des populations des zones du projet à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées, à des services financiers formels et aux marchés. ASAP: accroître la résilience des écosystèmes et des petites exploitations agricoles au changement climatique	Ménages au dessus du seuil de vulnérabilité alimentaire passent de x à y							Enquête SYGRI, SE du PNIA, Rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales			Stabilité socio-économique du pays
	Households	92	91								
	Ménages bénéficiant de services d'information climatique (nouveaux ou améliorés)							Enquête SYGRI, SE du PNIA, Rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales			
	Ménages	0	200	7 000							
Effet direct Les OPA sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres	OPA de maturité 1 assistées passant au niveau 2							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			Constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement, Prestataires de services de qualité disponibles
	OPA	15		50							
	OPA de maturité 2 assistées passant au niveau 3							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			
	OPA	19		25							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	2.1.3 Organisations de producteurs ruraux soutenues							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			
	Organisations de producteurs ruraux soutenues		147	226							
	2.1.4 Producteurs ruraux soutenus qui sont membres d'une organisation de producteurs ruraux							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			
	Hommes			6 845	246.6	3 179.6	46.5				
	Femmes			4 565	284.4	3 152.4	69.1				
Produit											
Effet direct L'accès aux facteurs de production, l'application des technologies de GDTE et d'agriculture de conservation améliorent la résilience et la production	1.2.2 Ménages déclarant l'adoption de technologies, de pratiques ou d'intrants nouveaux/améliorés							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			Constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement, Prestataires de services de qualité disponibles
			50	50							
	Particuliers participant à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique										
	Total			4 000							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Augmentation volumes production							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			
	Riz pluvial		200	4 200							
	Riz bas-fonds		0	5 376							
	Mais pluvial		183	9 000							
	Manioc		3 400	24 000							
	Produits maraîchers		0	980							
Produit Les producteurs ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement, mécanisation des travaux agricoles)	1.1.3 Producteurs ruraux ayant accès aux facteurs de production et/ou aux paquets technologiques							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			Constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement, Prestataires de services de qualité disponibles
	Femmes			4 580	174	3 042	66.4				
	Hommes			6 840	28	2 961	43.3				
	Producterus ruraux			11 420	202	6 003	52.6				
Produit Les producteurs ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion	1.1.4 Personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			Constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement, Prestataires de services de qualité disponibles
	Hommes formés à la production végétale		609	6 840							
	Femmes formées à la production végétale		369	4 560							
	Personnes formées à la production végétale		489	11 400							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Produit Des itinéraires techniques résilients au changement climatique sont promus dans les systèmes de production et protègent les écosystèmes	Superficies cultivées par des méthodes résilientes au climat							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			Constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement, Prestataires de services de qualité disponibles
	Superficie de terre			7 150							
Produit Les IMF offrent des services financiers adaptés au secteur agricole	1.1.5 Personnes ayant accès à des services financiers dans les zones rurales							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			Constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement, Prestataires de services de qualité disponibles
	Femmes-accès services financiers en zones rurales-épargne				21	240					
	Hommes-accès services financiers dans les zones rurales-épargne				45	267					
	Hommes-accès services financiers dans les zones rurales-crédit			3 430	22	145	4.2				
	Femmes - accès à des services financiers dans les zones rurales-crédit			2 287	54	207	9.1				
	Personnes ayant accès-services financiers dans les zones rurales-épargne				66	507					

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Personnes-accès à des services financiers dans les zones rurales-crédit			5 717	142	859	15				
	Volume octrois de crédit des IMF partenaires destiné au secteur agricole							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			
	Volume octrois de crédit		25 120		24	203					
Effet direct Les conditions de production sont améliorées en tenant compte des risques climatiques											
Produit Des infrastructures améliorent les conditions de production et tiennent compte des risques climatiques	1.1.2 Terres agricoles dotées d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			Constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement, Prestataires de services de qualité disponibles
	Superficie en hectares			1 176							
Effet direct La production est valorisée et mieux mise en marché	2.2.6 Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés et aux installations de transformation et de stockage										
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés			40							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de transformation			40							
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de stockage			40							
Produit Les technologies et les équipements de post-récolte sont disponibles	Equipements mis à la disposition des OPA							Rapports prestataires, rapports SE, Rapports OPA, Rapports ateliers autoévaluation participative, Rapports mensuels agents appui-conseil, PV réception travaux, Base données OPA, liste membres OPA, diagnostic OPA A1, A3, A5			
	Egréneuses de maïs			40							
	Broyeuses			50							
	Unités de fabrication semi-industrielles d'attiéké			0							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Produit Des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès aux marchés	2.1.5 Kilomètres de routes construites, refaites ou améliorées							Rapports prestataires, rapports SE, Rapports OPA, Rapports ateliers autoévaluation participative, Rapports mensuels agents appui-conseil, PV réception travaux, Base données OPA, liste membres OPA, diagnostic OPA A1, A3, A5			
	Longueur des routes (km)			350							
	Ponceaux construits							Rapports prestataires, rapports SE, Rapports OPA, Rapports ateliers autoévaluation participative, Rapports mensuels agents appui-conseil, PV réception travaux, Base données OPA, liste membres OPA, diagnostic OPA A1, A3, A5			
	Ponceaux			7							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Villages désenclavés							Rapports prestataires, rapports SE, Rapports OPA, Rapports ateliers autoévaluation participative, Rapports mensuels agents appui-conseil, PV réception travaux, Base données OPA, liste membres OPA, diagnostic OPA A1, A3, A5			
	Villages			46							
	Marchés désenclavés							Rapports prestataires, rapports SE, Rapports OPA, Rapports ateliers autoévaluation participative, Rapports mensuels agents appui-conseil, PV réception travaux, Base données OPA, liste membres OPA, diagnostic OPA A1, A3, A5			
	Marchés			32							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	2.1.6 Installations de commercialisation, transformation et stockage construites ou remises en état							Rapports prestataires, rapports SE, Rapports OPA, Rapports ateliers autoévaluation participative, Rapports mensuels agents appui-conseil, PV réception travaux, Base données OPA, liste membres OPA, diagnostic OPA A1, A3, A5			
	Installations de commercialisation construites ou remises en état			0							
	Installations de transformation construites ou remises en état			160							
	Installations de stockage construites ou remises en état			35							
	Personnes formées en post-production, transformation et commercialisation							Rapports prestataires, rapports SE, Rapports OPA, Rapports ateliers autoévaluation participative, Rapports mensuels agents appui-conseil, PV réception travaux, Base données OPA, liste membres OPA, diagnostic OPA A1, A3, A5			
	Males			2 160							
	Females			912							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	2.1.2 Personnes formées à des activités productrices de revenus ou à la gestion des entreprises							Rapports prestataires, rapports SE, Rapports OPA, Rapports ateliers autoévaluation participative, Rapports mensuels agents appui-conseil, PV réception travaux, Base données OPA, liste membres OPA, diagnostic OPA A1, A3, A5			
	Femmes			450							
	Hommes			676							



Investir dans les populations rurales

Côte d'Ivoire

Support to Agricultural Production and Marketing Project-Western Expansion

Rapport de supervision

Appendice 1: Performance financière réelle par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

Dates de mission: 07- 18 octobre 2019
Date du document 04/02/2020
Identifiant du projet 1100001590
Numéro du rapport: 5268-CI

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Appendix 1.

1.1 ANNEXE 2 - ANNEXES FINANCIERES (2) DE FMD : PERFORMANCE FINANCIERE EFFECTIVE PAR BAILLEUR DE FONDS, PAR COMPOSANTES, ET DECAISSEMENTS PAR CATEGORIE

Tableau 2A : Performance financière par source de financement (000' USD) au 30/09/2019

Source de financement	Montant en milliers USD (document de conception)	Montant en milliers USD (document de restructuration)	Décaissements au 30/09/2019	Taux de décaissement
FIDA Don/Prêt	34,8 81.00	14,200	8,753	62%
ASAP Don	6,995.00	2,700	1,800	67%
Gouvernement	5,334.00	3,700	1,700	46%
Bénéficiaires	2,488.00	300	0	0.00%
TOTAL	49,698.00	20,900	12,253	59%

Tableau 2B : Exécution financière globale du projet par composante au 30/09/2019 (000' USD)

La mission n'a pas reçu le budget en USD du PROPACOM OUEST restructuré par composante pour élaborer le tableau 2.B.

Tableau 2C : Décaissements par source de financement et par catégorie : en DTS au 30/09/2019

La mission n'a pas reçu le budget en DTS du projet restructuré par source de financement et par catégorie pour élaborer le tableau 2.C.



Investir dans les populations rurales

Côte d'Ivoire

Support to Agricultural Production and Marketing Project-Western Expansion

Rapport de supervision

Appendice 2: Avancement des activités du PTBA

Dates de mission: 07- 18 octobre 2019
Date du document 04/02/2020
Identifiant du projet 1100001590
Numéro du rapport: 5268-CI

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Appendice 1: État d'avancement matériel par rapport au PTBA et aux cibles du projet

Composante			Période / PTBA : au 31 décembre 2016		
Résultat	Indicateur	Unité	Cible PTBA	Cible réalisé	%
Composante 1 : Amélioration durable de la production agricole					8.567%
Résultat 1: les OP sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres					20.000%
	Nombre d'OPA de type Union appuyés par le projet	u	0	0	0.000%
	Nombre d'OPA de type Groupement appuyés par le projet (micro projets mis en œuvre)	u	0		0.000%
	Nombre d'évaluation du niveau de maturité (initial et fin de projet) d'OP réalisés (détermination du niveau)	u	0	0	
	Nombre de séances d'information et de sensibilisation des populations/bénéficiaires sur leur implication et participation dans la mise en œuvre du Projet	u	12	12	100.000%
	Nombre de dirigeants et membres d'OPA formés en vie associative	u			0.000%
	Nombre de dirigeants et membres d'OPA formés en gestion administrative et financière	u			
	Nombre de dirigeants et membres d'OPA formés en Leadership et lobbying	u			
	Nombre de dirigeants et membres d'OPA formés en définition d'une vision et d'une mission organisationnelle	u			
	Nombre de personnes alphabétisées	u			0.000%
Résultat 2: Les producteurs ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants , équipements/Mécanisation des travaux agricoles)					15.423%
	Nombre de producteurs ruraux ayant accès à des intrants de production et/ou à des paquets technologiques (SYGRI)	u			0.000%
	Repertoire des équipementiers au profit des OPA et autres acteurs des filières ciblées réalisé et diffusé	u			0.000%
	Nombres de caravanes expo de fournisseurs d'intrants (semences, produits phytosanitaires, engrais , bio-fertilisants) pour faciliter la mise en relation avec les OPA organisées	u			0.000%
	Nombre de dirigeants et membres d'OPA formés en gestion des intrants	u			
	Nombre de jeunes formés en maintenance des équipements	u			
	Nombre de dirigeants et membres d'OPA formés en gestion de l'eau	u			
	Quantité de semences R1 de maïs produites	tonne	32.60	9.23	28.313%

Quantité de semences R1 Riz irrigué produites	tonne	4.00	2.67	66.775%
Quantité de semences R1 Riz pluvial produites	tonne	46.08	1.88	4.073%
Superficie de parcs à bois de manioc	ha	113.00	99.10	87.699%
Quantité de semences R1 de Maïs distribuées	tonne	0.00	0.00	0.000%
Quantité de semences R1 Riz irrigué distribuées	tonne	0.00	0.00	0.000%
Quantité de semences R1 Riz pluvial distribuées	tonne	0.00	0.00	0.000%
Nombre de boutures de manioc distribuée	u	1 130 000.00	1 130 000.00	100.000%
Quantité de NPK distribué	tonne	22.05	19.20	87.075%
Quantité d'Urée distribué	tonne	4.20	3.20	76.190%
Quantité d'herbicide distribué	l	691.00	511.00	73.951%
Nombre de tracteurs distribués	u	0.00	0.00	0.000%
Nombre de motoculteurs distribués	u	0.00	0.00	0.000%
Nombre de batteuses-vanneuses distribuées	u	0.00	0.00	0.000%
Nombre de semoirs adaptés aux motoculteurs distribués	u	0.00	0.00	0.000%
Nombre de pulvérisateurs distribués	u	56.00	52.00	92.857%
Nombre de kits d'irrigation goutte à goutte installés	u	0.00	0.00	0.000%
Nombre de système californien installés	u			0.000%
Nombre de motopompes installés	u	0.00	0.00	0.000%
Superficie de riz irrigué emblavée	ha	0.00	0.00	0.000%
Superficie de riz pluvial emblavée	ha	0.00	0.00	0.000%
Superficie de maïs emblavée	ha	0.00	0.00	0.000%
Superficie de manioc emblavée	ha	0.00	0.00	0.000%
Superficie de cultures maraichères	ha	0.00	0.00	0.000%
Rendements du riz pluvial	tonne/ha			0.000%
Rendements du riz irrigué	tonne/ha			0.000%
Rendement du maïs	tonne/ha			0.000%
Rendement du manioc	tonne/ha			0.000%
Quantité de riz irrigué produit	tonne	0.00	0.00	0.000%
Quantité de riz pluvial produit	tonne	0.00	0.00	0.000%
Quantité de maïs produit	tonne	0.00	0.00	0.000%
Quantité de manioc produit	tonne	0.00	0.00	0.000%
Superficie de bas-fonds réhabilités	ha	0.00	0.00	0.000%
Superficie de nouveaux bas-fonds aménagés	ha	0.00	0.00	0.000%
Superficie de petits périmètres maraichers équipés de système d'irrigation	ha	0.00	0.00	0.000%
Etudes technique disponibles pour les aménagements rizicoles	ha	0.00	0.00	0.000%
Etude d'impact environnemental et social des aménagements rizicoles disponibles	ha	0.00	0.00	0.000%

Résultat 3: Les producteurs ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion

0.000%

Nombre de personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production / appui conseil (SYGRI)

u

0.000%

Résultat 4 (ASAP): Des itinéraires techniques résilients au Changement Climatique sont promus dans les systèmes de production et protègent les écosystèmes

7.413%

Nombre de ménages qui bénéficient des mesures d'adaptation au CC (ASAP)

u

0.00%

Nombre d'exploitants applicateurs de pesticides et encadreurs formés aux normes sécuritaires de l'utilisation des pesticides (ASAP)

u

0.00%

Nombre de kits de protection (pesticides) distribués

0.00%

Superficie d'application des techniques agricoles résilientes (ASAP)

ha

0

0

0.00%

Nombre producteurs appliquent des techniques agricoles résilientes (ASAP)

u

0

0

0.00%

Etude sur les besoins en bois-énergie disponible

u

0

0

0.00%

Superficie d'aménagements hydroagricoles financées sur FIDA bénéficiant de mesures de protection contre les aléas climatiques (ASAP)

ha

0

0

0.00%

Superficie de bas fond aménagées à haut risque (financement intégral ASAP) (ASAP)

ha

0

0

0.00%

Etudes techniques disponibles pour les aménagements rizicoles (ASAP)

ha

0

0

0.00%

Etude d'impact environnemental et social des aménagements rizicoles disponibles (ASAP)

ha

0

0

0.00%

Nombre pluviomètres installés (ASAP)

u

0

0

0.00%

Nombre de stations climatiques et agro-météorologiques (ASAP)

u

0

0

0.00%

Superficie reboisées (ASAP)

ha

0

0

0.00%

Nombre de comités villageois de lutte contre les feux de brousse créés

u

0

0

0.00%

Nombre de comités villageois de lutte contre les feux de brousse équipés (ASAP)

u

0

0

0.00%

Nombre de comités villageois de lutte contre les feux de brousse formés

u

0

0

0.00%

Superficie des terres agricoles enrichies en arbres (agroforesterie)

ha

0

0

0.00%

Nombre de producteurs formés en agroforesterie

u

0

0

0.00%

Nombre d'agents formés en agroforesterie

u

0

0

0.00%

Superficie de riz pluvial emblavée

ha

0

0

0.00%

Superficie de maïs emblavée

ha

0

0

0.00%

Superficie de bas-fonds emblavée	ha	0	0	0.00%
Quantité de semences R1 de Maïs distribuées	tonne	0	0	0.00%
Quantité de semences R1 de riz pluvial distribuées	tonne	0	0	0.00%
Quantité de semences R1 de riz irrigué distribuées	tonne	0	0	0.00%
Quantité de NPK distribué	tonne	22.05	19.20	87.07%
Quantité d'Urée distribué	tonne	4.20	3.20	76.19%
Quantité d'herbicide distribué	litre	691	511	73.95%
Etude sur la fertilité des sols	u	0	0	0.00%
Etude comparative de la fertilisation organique et chimique	u	0	0	0.00%
Nombre de champs écoles	u	0	0	0.00%
Nombre de parcelles de démonstrations (ASAP)	u	0	0	0.00%
Résultat 5: Les IMF offrent des services financiers adaptés au secteur agricole				0.00%
Nombre de personnes ayant accès à des services financiers dans les zones rurales (épargne, crédit, assurance, envois de fonds, etc.) SYGRI	u			0.00%
Nombre OPA bénéficiaires de fonds de dotation pour l'acquisition d'intrants	u	0	0	0.00%
Nombre d'OPA bénéficiaires de fonds de dotation pour l'acquisition d'équipement de production et de transformation	u	0	0	0.00%
Nombre d'acteurs post-récolte privé ayant déposé une demande de crédit équipement de transformation	u	0	0	0.00%
Nombre d'IF ayant signé des partenariats pour la gestion des fonds d'intrants et d'équipements	u	0	0	0.00%
Nombre de dossiers de financement des OPA à travers les IF analysés et éligibles au MPR	u	0	0	0.00%
Volume octrois de crédit des IMF partenaires destiné au secteur agricole - SYGRI	FCFA			0.00%
Nombre d'agents d'IF partenaires formés dans l'exploitation et analyse des besoins de financement et des risques dans les filières vivrières	u	0	0	0.00%
Nombre d'agences d'IF partenaires ayant adopté le produit financier innovant e-banking	u	0	0	0.00%
Nombre d'OP ayant souscrit au service "e-banking"	u	0	0	0.00%
Nombre membres individuels des OP ayant souscrit au service "e-banking"	u	0	0	0.00%
Composante 2 : Valorisation et mise en marché des produits				0.00%
Résultat 6: Les technologies et les équipements de post-récolte sont disponibles				0.00%
Nombre d'OPA de type "union" formées en principes et techniques de vente groupée et de la contractualisation	u			0.00%
Nombre de personnes formées en post-production, transformation et commercialisation (SYGRI)	personnes			0.00%

Nombre de personnes formées à des activités productrices de revenus ou à la gestion des entreprises (SYGRI)	personnes			0.00%
Nombre de Plans d'affaire validés	u	0	0	0.00%
Nbre de plans d'actions de plate forme de commercialisation élaborés	u	0	0	0.00%
Etude sur les modèles de mise en marché	u	0	0	0.00%
Nombre de producteurs ayant accès à l'information sur les marchés (SIM)	u	0	0	0.00%
Bâches de séchage	u	0	0	0.00%
Nombre d'égreneuses mécanisées de maïs distribuées	u	0	0	0.00%
Nombre de broyeuses et presse à manioc distribuées	u	0	0	0.00%
Nombre de petites unités de décortilage de riz	u	0	0	0.00%
Résultat 7: Des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès au marché				0.00%
Longueur de de pistes rurales sont réhabilités	km	0	0	0.00%
Longueur de chemins d'accès aux bas-fonds aménagés	km	0	0	0.00%
Nombre de ponceaux construits	u	0	0	0.00%
Nombre d'aires de séchage de riz réalisées	u	0	0	0.00%
Nombre de magasins de stockage construits	u	0	0	0.00%
Nombre d'hangars de groupage et de conditionnement construits	u	0	0	0.00%
Nombre d'abris pour unité de transformation de produits divers constuits	u	0	0	0.00%
Nombre d'ateliers de transformation	u	0	0	0.00%
Nombre de villages désenclavés	u	0	0	0.00%
Nombre de marchés désenclavés	u	0	0	0.00%
Composante 3 : Coordination, Suivi-Evaluation et gestion des				18.75%
Résultat 8: Le projet est géré et suivi conformément aux procédures pour améliorer le taux d'exécution technique et financière				18.75%
Nombre de CRC organisés	u	4	4	100.00%
Nombre de COP organisé	u	2	2	100.00%
Nombre d'enquêtes SYGRI réalisées	u	0	0	0.00%
Nombre d'études de références réalisées	u	0	0	0.00%
Nombre d'études d'évaluation rapide des effets réalisées	u	0	0	0.00%
Nombre de campagnes de sensibilisation sur la loi foncière	u	0	0	0.00%
Nombre de spot en langue locale sur le Loi foncière	u	0		0.00%
Nombre d'ateliers d'auto évaluation participatif avec les OPA organisés	u	0		0.00%
Nombre d'études thématiques réalisées	u	0		0.00%

Nombre de Système d'Information Géographique (SIG) mis en place	u	0		0.00%
SSE du MINADER fonctionnel	u			0.00%
Stratégie de gestion du savoir élaborée	u			0.00%
Nombre de sessions de formation sur la gestion des savoirs organisés	u	0		0.00%
Nombre d'ateliers bilans organisés	u	1	1	100.00%
Nombre de réunions de coordination organisées (3 par an)	u	3		0.00%
Nombre de stratégie de sortie	u			0.00%
Transversal				100.00%
Population Bénéficiaire	u	3 997.00	3 997.00	100.00%
Nombre de ménages touchés par le projet	u	571.00	571.00	100.00%
Total				8.57%



Investir dans les populations rurales

Côte d'Ivoire

Support to Agricultural Production and Marketing Project-Western Expansion

Rapport de supervision

Appendice 3: Respect des dispositions juridiques: état de l'exécution

Dates de mission: 07- 18 octobre 2019
Date du document 04/02/2020
Identifiant du projet 1100001590
Numéro du rapport: 5268-CI

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

1. Conformité aux clauses juridiques – État d'Avancement au 30 septembre 2019 – Période du 1^{er} décembre 2018 au 30 septembre 2019

Section	Disposition	Date limite	Niveau d'exécution	Observations
Annexe 1–II-A-7	<p><u>Comité d'Orientation et de Pilotage (COP)</u></p> <p>Le COP :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Approuvera les rapports annuels d'exécution ; • Validera les programmes de travail et budgets annuels (PTBA) consolidés, • Examinera et approuvera les rapports d'audit, • Vérifiera l'application des recommandations issues des rapports d'audit et des missions de supervision, • Veillera au respect des objectifs et de la stratégie d'intervention du Projet, ainsi qu'à la cohérence des interventions avec les politiques et projets en cours. 	Permanent	Partiellement exécutée	<p>En plus d'une session en juin 2018, le COP s'est réuni en décembre 2018 pour examiner, entre autres, l'état d'avancement du PTBA 2018 au 30 novembre 2018.</p> <p>La mission n'a pas reçu les documents justifiant que le COP : (i) approuve les rapports annuels d'exécution, (ii) examine et approuve les rapports d'audit et (iii) vérifie l'application des recommandations issues des rapports d'audit et des missions de supervision.</p>
	Le COP se réunira deux fois par an en session ordinaire avec la possibilité de convoquer une session extraordinaire.	Annuelle	Non exécutée	La mission n'a pas reçu de document prouvant que le COP s'est réuni en 2019.
Annexe 1, II, A, 9 « Unité de Coordination du Projet (UCP) »	<p><u>Unité de Coordination du Projet (UCP)</u></p> <p>Effectif de l'UCP et de l'antenne régionale</p>	Permanent	Exécutée	La composition de l'équipe de l'UCP a été modifiée par la mission de restructuration (Cf. Document de Restructuration PROPACOM-Ouest). Le poste de Responsable Passation des Marchés est assumé par un consultant. Ce changement

Section	Disposition	Date limite	Niveau d'exécution	Observations
				a fait l'objet d'un Avis de Non Objection du FIDA en date du 19 décembre 2019.
Conditions générales applicables au financement du développement-Section 7.01.B.ii	<u>Programme de Travail et Budget Annuel (PTBA)</u> ... l'agent principal du projet soumet au Fonds , pour observations, la version provisoire du PTBA, au plus tard 60 jours avant le début de l'année du projet considérée.	30 octobre de l'année « N-1 » pour l'année « N »	Non exécutée	L'Agent principal a soumis le PTBA 2019 au FIDA le 26 décembre 2018, soit presque avec 60 jours de retard par rapport à la date limite convenue.
Conditions générales applicables au financement du développement-Section 8.03	<u>Rapport d'activités et examen à mi-parcours</u> a) L'agent principal du projet, ou une autre partie désignée dans l'accrod, remet au Fonds des Rapports d'activité périodiques conformes en la forme et sur le fonds aux exigences du Fonds.	Semestriel	Partiellement exécutée	La mission a été informée que les rapports d'activités ont été soumis au FIDA sur une base semestrielle 2019. Le Projet a soumis le 3 octobre 2019 au FIDA un rapport d'activités couvrant la période janvier – septembre 2019. Le Projet a soumis le rapport d'activité annuel 2018 au FIDA le 18 février 2019.
	c) L'Emprunteur/le Bénéficiaire s'assure que les recommandations formulées à l'issue de l'examen à mi-parcours sont mises en œuvre dans le délai indiqué et à la satisfaction du Fonds.	Permanent après la Revue à mi-parcours	Exécutée	La mission a reçu l'état de mise en œuvre des recommandations de la mission de Revue à Mi-Parcours, mis à jour le 14 octobre 2019.
Conditions générales applicables au	<u>États financiers</u>	30 avril de l'année « N »	Exécutée	L'Emprunteur a inclut les états financiers 2018 dans le rapport

Section	Disposition	Date limite	Niveau d'exécution	Observations
financement du développement- Section 9.02	L'Emprunteur/le Bénéficiaire remet au Fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés des opérations, des ressources et des dépenses relatives au projet, établis conformément aux normes et procédures agréées par le Fonds, dans un délai de 4 mois après la clôture de chaque année fiscale.	pour l'exercice « N-1 »		d'audit 2018 soumis au FIDA le 26 avril 2019.

